

CAI
RT
-705792

#03-07

government
publication

SUBMISSION BY CANADIAN BROADCASTING CORPORATION
TO
CANADIAN RADIO-TELEVISION COMMISSION
RE
LICENSING OF NETWORKS

L'ATTRIBUTION DES LICENCES AUX RÉSEAUX
MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU
CONSEIL DE LA RADIOTÉLÉVISION CANADIENNE
PAR LA
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

PUBLIC HEARING - OTTAWA - APRIL 14, 1970
SÉANCE PUBLIQUE TENUE À OTTAWA LE 14 AVRIL 1970

VOLUME II
BRIEF SUBMITTED TO SPECIAL SENATE COMMITTEE ON MASS MEDIA
FEBRUARY 1970

VOLUME II
MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU COMITÉ SPÉCIAL DU SÉNAT
SUR LES MOYENS DE COMMUNICATION DE MASSE
FÉVRIER 1970



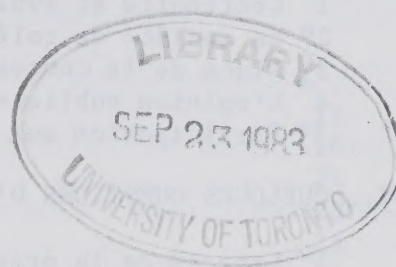
3 1761 11709164 5

SUBMISSION BY CANADIAN BROADCASTING CORPORATION
TO
CANADIAN RADIO-TELEVISION COMMISSION
RE
LICENSING OF NETWORKS

L'ATTRIBUTION DES LICENCES AUX RÉSEAUX
MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU
CONSEIL DE LA RADIOTÉLÉVISION CANADIENNE
PAR LA
SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

VOLUME I
BRIEF AND APPENDICES

VOLUME I
MÉMOIRE ET ANNEXES



VOLUME II
BRIEF SUBMITTED TO
SPECIAL SENATE COMMITTEE ON MASS MEDIA
FEBRUARY 1970

VOLUME II
MÉMOIRE PRÉSENTÉ AU COMITÉ SPÉCIAL DU SÉNAT
SUR LES MOYENS DE COMMUNICATION DE MASSE
FÉVRIER 1970

VOLUME III
SELECT LIST OF PROGRAMS
RELATED TO NATIONAL UNITY
AND CANADIAN IDENTITY

VOLUME III
QUELQUES ÉMISSIONS SE RAPPORTANT A L'UNITÉ
NATIONALE ET À LA RÉALITÉ CANADIENNE

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION	
1° Propriété et contrôle	1
2° Situation de Radio-Canada au sein des organes de communication du Canada	4
3° Contribution de Radio-Canada à l'unité nationale et à l'expression de la réalité canadienne	7
II. IMPACT DES PROGRÈS TECHNIQUES	10
1° Systèmes de télédiffusion	11
2° Satellites de communications	15
3° Electrocinéma et ordinateurs ménagers	18
III. L'AMBIANCE SOCIO-CULTURELLE	19
1° Continuité et évolution de la société canadienne	19
2° La société de tolérance	22
3° Place de la contestation	24
4° L'opinion publique	27
5° Participation aux émissions	29
IV. QUELQUES QUESTIONS D'ORDRE MORAL	31
1° Liberté de la presse	31
2° Le droit d'être informé contre le droit au respect de la vie privée	32
3° Objectivité	34
4° Sensationalisme	35
5° Le reportage télévisé : générateur de nouvelles	36
V. PRIORITÉS ET PROBLÈMES	37
1° La place de l'information dans les programmes de Radio-Canada	37
2° Sources d'informations	38
3° Limites et possibilités de la technique	41
4° Concurrence	42
5° Le rôle de la publicité	45
6° Crédibilité	46
VI. LE PERSONNEL DE L'INFORMATION	48
VII. CONCLUSION	50

TABLE OF CONTENTS

	<u>Page</u>
I. Introduction	
1. Ownership and Control	1
2. Status of CBC in the Canadian Mass Media Field	4
3. The CBC's Role Vis-a-vis National Unity and Canadian Identity	6
II. The Impact of Technological Change	
1. Community Antenna Television Systems	9
2. Communications Satellites	13
3. Electronic Videotape Recorders and Home Computers	15
III. The Socio-Cultural Background	
1. Continuity and Change in Canadian Society	17
2. The Permissive Society	20
3. The Place of Dissent	21
4. Public Opinion	23
5. Participatory Broadcasting	25
IV. Some Ethical Questions	
1. Freedom of the Press	27
2. The Right to Know vs. the Right to Privacy	28
3. Objectivity	29
4. Sensationalism	30
5. TV Coverage as a "News-Making" Element	31
V. Priorities and Problems	
1. The Place of Information in CBC Programming	33
2. Sources of Information	34
3. Technical Limitations and Possibilities	36
4. Competition	38
5. The Role of Advertising	40
6. Credibility	41
VI. Information Staff	43
VII. Conclusion	45

I. INTRODUCTION

1^o Propriété et contrôle

D'après la motion qui en a proposé l'établissement, le Comité spécial du sénat sur les moyens de communication de masse doit examiner deux domaines généraux : la propriété et le contrôle des organes de communication au Canada et leur influence sur le public canadien. Quant à la question de la propriété et du contrôle, la situation de la Société Radio-Canada est simple et claire : la Société Radio-Canada est une société publique établie et régie par une loi du Parlement du Canada et soumise aux règlements du Conseil de la Radiotélévision canadienne, créé par la même loi. La Société appartient effectivement aux Canadiens qui, par leurs deniers, l'ont mise en place et en assurent le fonctionnement. Elle n'entre pas dans la catégorie des entreprises qui ont déjà déposé devant votre Comité et dont la propriété et le contrôle présentent un intérêt particulier pour le Comité.

Son statut particulier place Radio-Canada en dehors des entreprises d'information que concernent directement les questions de propriété, les mouvements de marché qui peuvent aboutir à un changement de propriétaire, à la concentration plus poussée de l'industrie entre quelques mains ou à la constitution de monopoles. Si ces questions n'intéressent pas directement Radio-Canada, celle-ci est néanmoins d'avis que ses longs états de service comme partie intégrante de la radiotélévision canadienne lui imposent l'obligation de se prononcer. En effet, elle a pensé que le Comité estimerait utile qu'elle lui expose, ne serait-ce que brièvement, ses vues sur la question de la fragmentation ou de concentration de la propriété de l'industrie.

La concentration de la propriété des techniques de diffusion de masse soulève des questions de deux ordres. Sur le plan abstrait, il convient de se

I. INTRODUCTION

1. Ownership and Control

The attention of the Special Senate Committee on Mass Media is directed by the motion which established it to two general areas: the ownership and control of the mass media in Canada and their influence on the Canadian public. On the first of these subjects, the CBC's ownership and control position is simple and clear: it is a public corporation established and governed by an Act of the Parliament of Canada and subject to the regulatory control of a Canadian Radio-Television Commission established by the same Act. The Corporation is, in effect, owned by the Canadian people whose taxes have built and support it. It does not fall into the same category as those enterprises which have already appeared before you and whose ownership and control are of particular interest to the Committee.

The CBC's unique status places it outside the category of communications enterprises which are directly affected by ownership considerations, by market influences which can lead to changes of ownership, to the concentration of media enterprises in fewer hands, to monopoly situations. But, while not directly involved in the situation, the Corporation feels that its long experience in the Canadian broadcasting field places on it an obligation to comment. It feels that the Committee would wish to have from it an expression of opinion, however brief, on the subject of dispersed-versus-concentrated ownership.

There are two sorts of questions to which concentration of ownership in the mass media gives rise. One is at the philosophical level: questions of whether and in what way the supply of news and

demander si cette concentration restreint ou influence l'information transmise au public, et en quoi. Puis, sur le plan pratique, il importe de déterminer jusqu'à quel point les circonstances actuelles et prévisibles exigent la concentration de la propriété pour assurer au public un service suffisant et efficace.

Sur le premier point, on reconnaîtra sans doute que la multiplicité des propriétaires dans une région donnée, plutôt que la concentration ou le monopole, offre de meilleures garanties que l'actualité sera présentée intégralement et qu'elle échappera à la partialité, volontaire ou involontaire, pouvant résulter du processus de sélection éditoriale. En effet, la tentation d'écarter la question chatouilleuse, de protéger ou de promouvoir des intérêts particuliers ou encore d'ouvrir la porte aux préjugés à la mode, risque moins d'exercer une action nuisible sur l'éventail et la véracité des nouvelles dans une collectivité dotée d'une diversité de sources d'information appartenant à des propriétaires distincts.

On s'étonnera peut-être d'entendre de tels propos de la part de Radio-Canada, qui réunit plus de stations, et de loin, que quiconque au pays et qui, dans de nombreuses villes, est seule à avoir une station. Nous estimons toutefois que la Société, en tant que propriété du public canadien et dépositaire de sa confiance, a une obligation toute particulière de diversifier au maximum les sources de son information, de veiller sur son processus de sélection éditoriale de mettre le public à l'abri, par tous les moyens dont elle dispose, des autres dangers dont elle vient de parler. Néanmoins, et malgré toutes les précautions que nous venons d'énumérer, nous estimons que le principe énoncé s'applique tout autant à nous qu'aux autres et que, toutes choses étant égales, le public des régions desservies par les stations de Radio-Canada a tout intérêt à pouvoir compter sur des sources complémentaires d'information.

information to the public is restricted or influenced. The other is at the practical level: the extent to which under present and foreseeable conditions concentration of ownership is necessary for adequate and efficient service to the public.

With reference to the first question it seems clear that a multiplicity of media ownership serving the public of a given area offers greater assurance than does a concentration or monopoly of ownership that the news will be reported fully and that it will be unaffected by whatever bias, conscious or unconscious, may exist in the process of editorial selection. The temptation to avoid tender spots, to protect or push special interests, to express established prejudices is less likely to affect adversely the total range and accuracy of news where the community has a diversity of news sources representing a diversity of owners.

Such a statement may appear surprising coming from the CBC, itself by far the largest single concentration of broadcasting outlets in Canada, and in many areas the sole outlet. We believe that the Corporation's public-ownership character, its status as a public trust, imposes on it a special obligation to derive its news material from as wide a variety of sources as possible, to safeguard the process of editorial selection, and to protect the public so far as is within its power from the other dangers mentioned above. Nevertheless, even after taking account of all these safeguards, we believe that the general principle applies to us as well as to others and that, other things being equal, it is to the public's advantage to have access to additional news sources in areas served by CBC stations.

Some of the ethical values involved in the flow of information to the public are considered at greater length in Sections III and IV of this brief.

Dans les sections III et IV du présent mémoire, nous nous arrêtons sur les questions de morale professionnelle se rattachant à la diffusion publique des informations.

A l'autre question, celle de savoir si le service assuré est suffisant et efficace, la réponse est moins catégorique. Dans le contexte actuel de l'industrie canadienne de la radiodiffusion, il est courant de prétendre que l'on peut attendre du regroupement, sous une seule direction, de plusieurs entreprises de radiodiffusion, une concentration de moyens de production d'émissions qui se traduit par des avantages tant pour les entreprises elles-mêmes que pour le public en général. Si, en principe, l'argument est valable, il reste, dans la pratique, à s'assurer que cette concentration a pour objet, ou tout du moins pour résultat, d'améliorer le service plutôt que de maximiser les bénéfices. Évidemment, la rentabilité est une condition du succès de tout regroupement, mais, ceci dit, c'est au service assuré au public et non aux intérêts pécuniaires des propriétaires que doit se mesurer l'intérêt social d'un projet de concentration.

Radio-Canada reconnaît que la concentration de plusieurs stations entre les mains d'une seule entreprise prend de plus en plus de vogue et que cette tendance semble devoir s'accentuer. Les moyens de communication se multiplieront au rythme des progrès techniques, ce qui ne manquera pas d'intensifier la demande de moyens d'information, de divertissement et d'éducation. Pour mettre en place les nouvelles installations et pour accroître en proportion la production d'émissions, il faudra de nouvelles ressources financières. C'est dire que, pour le propriétaire individuel exploitant une entreprise locale, il deviendra de plus en plus difficile et peut-être même impossible de posséder les moyens d'assurer la variété et la qualité de services que le

At the second level, that of the adequacy and efficiency of the service provided, the answer is not so clear cut. In the present Canadian broadcasting context the conventional argument is that the combination of a number of individual broadcasting enterprises under unified control permits the accumulation of greater production and program resources from which all the members, and their audiences, benefit correspondingly. In principle this claim is hard to quarrel with. The problem in practice is to ensure that the object, or at least the result, of ownership concentration is to improve service rather than to maximize profit. Obviously any such project must be economically viable if it is to succeed but, this granted, the test of the social desirability of a proposed combination is the resultant service to the public rather than the pecuniary interest of the owners.

The CBC recognizes that in today's broadcasting world, and even more in that of tomorrow, the trend is in the direction of multiple ownership. Increasing technological development and complexity will continue to offer a wider variety of means of communication. This will create the demand for more information, entertainment and instruction. Both the expanded technical facilities and the programming that accompanies them will require expanded financial resources. It will become increasingly difficult, and ultimately perhaps impossible, for the individual broadcaster, operating at the local level, to command enough resources to provide the range and quality of services that the Canadian public will universally expect.

The CBC covers in its output as great a range of human experience and interest as perhaps any other mass media organization in Canada. To deal with the Corporation's posture and influence in all these areas would,

public canadien lui réclamera à l'unisson.

La production de Radio-Canada couvre un champ d'expérience et d'intérêts humains peut-être aussi étendu que celui de toute autre technique de diffusion massive au Canada. Vouloir exposer sa situation et son influence dans tous les domaines ne contribuerait, à notre avis, qu'à détourner l'attention des questions qui semblent être au coeur des préoccupations du Comité : la presse (écrite et parlée), le journalisme et l'information, dans leur acception la plus large. C'est pourquoi notre mémoire ne s'arrête qu'aux deux domaines communément appelés nouvelles et affaires publiques. En effet, aux yeux de Radio-Canada, non moins que du Comité, semble-t-il, ce sont des domaines qui intéressent beaucoup le public puisqu'ils touchent au phénomène de l'évolution sociale et politique et à la structure même de notre société. On se souviendra, cependant, que ce genre d'émissions n'est pas seul à présenter ce caractère, puisqu'un large éventail d'émissions -- théâtre, documentaires, émissions religieuses, reportages, etc. -- touche à des questions d'une importance immédiate ou à long terme.

2° Situation de Radio-Canada au sein des organes de communication du Canada

La radiotélévision diffère des autres organes de communication du fait qu'elle est assujettie à ses lois propres, tant au point de vue technique (Loi sur la radio) que sur les plans social, économique et politique (Loi sur la radiodiffusion). Le contrôle exercé par cette

we believe, only divert attention from those questions which we understand to be the Committee's central concern: questions of the press (written and oral), of journalism and of information in their widest sense. For this reason our brief concentrates on the two areas which broadcasters usually describe as news and current affairs. These seem to the Corporation, as they apparently do to the Committee, to be areas of great public importance, touching as they do on the process of social and political change and on the structure of our society. At the same time it must be recognized that they are not alone in this respect; a wide range of CBC programming - serious drama, documentary, religious broadcasts, features, etc. - deals with subjects of current and long-term importance.

2. The Status of CBC in the Canadian Mass Media Field

Broadcasting differs from the other mass communications media in being subject to special legislative control, both at the technical level (Radio Act) and at the social, economic and political levels (Broadcasting Act). The latter control has been in existence in various forms for nearly forty years, the original Broadcasting Act dating from 1932. Broadcasting in Canada is, thus, subject to statutory restraints and obligations which do not apply to the print media.

The Broadcasting Act (1968) states that all Canadian broadcasting enterprises - public and private - form a single system regulated and supervised by an independent public authority, the Canadian Radio-Television Commission. Sub-section 2(d) of the Act applies to the whole system and sets the following standard: "(d) the programming provided by the Canadian broadcasting system should be varied and comprehensive and should provide reasonable, balanced opportunity for the expression of differing views

dernière remonte à bientôt quarante ans, sous diverses formes, puisque la première loi sur la radiodiffusion date de 1932. La radiotélévision au Canada est donc soumise à des contraintes et obligations légales auxquelles échappent les imprimés.

La Loi sur la radiodiffusion (1968) dispose que toutes les entreprises de radiodiffusion au Canada, publiques et privées, constituent un système unique réglementé et surveillé par une autorité publique indépendante, le Conseil de la Radiotélévision canadienne. Le paragraphe d) de l'article 2 de la Loi s'applique à l'ensemble du système et lui fixe la norme suivante : « d) que la programmation offerte par le système de la radiodiffusion canadienne devrait être variée et compréhensive et qu'elle devrait fournir la possibilité raisonnable et équilibrée d'exprimer des vues différentes sur des sujets qui préoccupent le public et que la programmation de chaque radiodiffuseur devrait être de haute qualité et utiliser principalement des ressources canadiennes créatrices et autres ».

Le même article de la Loi, un peu plus loin, désigne la Société Radio-Canada comme « un service national de radiodiffusion » et lui impose des responsabilités qui dépassent celles de l'ensemble du système. Ces responsabilités particulières tiennent au fait que la Société a été établie par le Parlement et est financée en grande partie par les crédits qu'il lui vote. Ces responsabilités sont tellement fondamentales qu'elles constituent effectivement le mandat de la Société et déterminent pour une bonne part l'affectation de ses ressources humaines et financières. En raison de leur importance, il convient de citer la Loi même :

on matters of public concern, and the programming provided by each broadcaster should be of high standard, using predominantly Canadian creative and other resources".

The same section of the statute goes on to designate the Canadian Broadcasting Corporation as "the national broadcasting service" and imposes on it responsibilities which go beyond those applying to the system as a whole. These special responsibilities are related to the fact that the CBC is a creation of Parliament and, in great measure, supported by funds voted by Parliament. So basic are the responsibilities in question that they constitute, in effect, the mandate of the Corporation and determine to a great extent how its human and financial resources are allocated. Because of their importance they deserve to be quoted in full.

"(f) there should be provided, through a corporation established by Parliament for the purpose, a national broadcasting service that is predominantly Canadian in content and character;

(g) the national broadcasting service should

(i) be a balanced service of information, enlightenment and entertainment for people of different ages, interests and tastes covering the whole range of programming in fair proportion,

(ii) be extended to all parts of Canada, as public funds become available,

(iii) be in English and French, serving the special needs of geographic regions, and actively contributing to the flow and exchange of cultural and regional information and entertainment, and

(iv) contribute to the development of national unity and provide

- « f) qu'il y aurait lieu d'assurer, par l'intermédiaire d'une corporation établie par le Parlement à cet effet, un service national de radiodiffusion dont la teneur et la nature soient principalement canadiennes;
- g) que le service national de radiodiffusion devrait
- (i) être un service équilibré qui renseigne, éclaire et divertisse des personnes de tous âges, aux intérêts et aux goûts divers, et qui offre une répartition équitable de toute la gamme de la programmation,
 - (ii) être étendu à toutes les régions du Canada, au fur et à mesure que des fonds publics deviennent disponibles,
 - (iii) être de langue anglaise et de langue française, répondre aux besoins particuliers des diverses régions et contribuer activement à la fourniture et à l'échange d'informations et de divertissements d'ordre culturel et régional, et
 - (iv) contribuer au développement de l'unité nationale et exprimer constamment la réalité canadienne. »

L'article 2 de la Loi fixe donc une série d'objectifs dont on peut s'inspirer pour apprécier toutes les activités de Radio-Canada, et plus particulièrement sa production d'émissions d'information. Il

for a continuing expression of Canadian identity".

Section 2 of the Act, thus, constitutes a set of objectives against which all the CBC's activities - and we are concerned here particularly with its information programming - can be assessed. There are no comparable legislative objectives for any other Canadian mass media entity. This means that the CBC can expect to be judged by criteria which apply to it uniquely, or at least which apply to it more rigorously than to other broadcasting and publishing enterprises.

3. The CBC's Role Vis-a-vis National Unity and Canadian Identity

One phrase in the foregoing citation from the Broadcasting Act calls for special comment. It is the statement that "the national broadcasting service should.....contribute to the development of national unity and provide for a continuing expression of Canadian identity". This statement was the subject of varying interpretations during and after the passage of the Act and was perhaps the source of some misunderstanding. The CBC believes the phrase to be an important one and central to its role and for that reason we believe this Committee should know how the Corporation interprets it.

The obligation of the CBC to contribute to national unity and to express Canadian identity was dealt with by the President of the Corporation in a speech to the Canadian Club of Toronto in April 1968 shortly after the current Broadcasting Act came into force. In making the Committee aware of the Corporation's position on this matter we feel we cannot do better than repeat what the President said on that occasion.

"The meaning of national unity cannot, of course, be determined as a matter of legislative definition; nor can it be determined really

n'est aucun autre moyen de communication de ce genre au Canada dont les objectifs soient ainsi tracés par la Loi. C'est donc dire que la Société peut -- et elle doit s'y attendre -- être jugée selon des critères qui lui sont exclusifs ou, du moins, qui s'appliquent à elle plus rigoureusement qu'aux autres entreprises de radiotélévision ou d'édition.

3^o Contribution de Radio-Canada à l'unité nationale et à l'expression de la réalité canadienne

Il est une phrase du texte de loi cité ci-dessus qui appelle une observation, à savoir que « le service national de radiodiffusion devrait ... contribuer au développement de l'unité nationale et exprimer constamment la réalité canadienne ». Ce texte a donné lieu à diverses interprétations au cours des lectures de la loi et après son adoption et il a peut-être causé des méprises. La Société tient pour importante cette phrase qui, à son avis, énonce l'essentiel de son rôle; aussi tient-elle à dire au Comité l'interprétation qu'elle lui donne.

L'obligation qu'a Radio-Canada de contribuer à l'unité nationale et d'exprimer la réalité canadienne a fait le thème d'une allocution prononcée par le président de la Société devant le Canadian Club de Toronto, en avril 1968, peu après l'entrée en vigueur de la loi actuelle sur la radiodiffusion. Pour exposer au Comité la position de la Société sur ce grave sujet, nous ne saurions mieux faire que de reprendre les paroles du président :

by a body such as the Canadian Broadcasting Corporation endeavouring as it does, to discharge a mandate placed upon it by the Parliament of the nation. National unity, in the final analysis, is a concept of nationhood that is determined by the people of the nation itself. The national broadcasting service must, however, interpret this concept as best it can, as it endeavours to discharge its mandate from day to day, and from year to year. In doing so we must develop some fundamental concepts as to the meaning of the words which Parliament has prescribed for us - but has not defined.

First of all, then, we must believe in Canada as a whole; and we must believe in holding it together. We must also believe that each part of our far-flung country is as precious to the concept of Canada as any other part. We must believe that the integrity of Canada is best preserved by creating, in every part of our land, an understanding and appreciation of the richness that is added to the fabric of Canadian life by the linguistic and cultural diversity which has been the distinguishing mark of our Canadian society during the first hundred years of its existence. We must endeavour, as a public broadcasting agency, to bring the "two solitudes" together and, more than that, to give to every region of this vast territory an understanding of its own place in the total Canadian society; a lively appreciation of the distinctive contribution which it is capable of making; as well as an awareness of the richness that is added to its own life, in its own part of Canada, by its close and intimate association with other regions.

In all this effort communication stands as the inevitable key - communication between the different people and regions of our nation,

« Le sens de l'expression « unité nationale » ne saurait d'ailleurs se définir par une formule inscrite dans la loi; non plus qu'elle ne peut l'être par un organisme comme Radio-Canada, qui s'efforce de s'acquitter d'une obligation que lui a imposée le Parlement du pays. L'unité nationale, en somme, c'est l'idée que se fait un peuple de ce qui constitue l'individualité de son pays. Le service national de radiodiffusion doit cependant interpréter cette idée de son mieux tout en s'acquittant de sa tâche de jour en jour et d'une année à l'autre. Ce faisant, nous devons élaborer certaines notions fondamentales sur le sens des mots dont le Parlement s'est servi sans les définir.

« Tout d'abord, nous devons avoir foi en un Canada intégral et penser que le pays vaut qu'on se donne la peine de le conserver. Nous devons aussi croire que chaque partie de notre vaste pays est aussi indispensable à l'ensemble que toute autre partie. Nous devons croire que l'intégrité du Canada sera mieux sauvegardée en créant, dans toutes les parties du pays, un climat d'appréciation et d'estime de l'enrichissement qu'apporte à la trame de la vie canadienne la diversité linguistique et culturelle qui a été la marque distinctive de notre société canadienne au cours de son premier siècle d'existence. Nous devons nous efforcer, en tant qu'organisme public de radiodiffusion, de rapprocher les « deux solitudes » et, qui plus est, de fournir

maintained and strengthened, not only through the physical network of communications that we have built up across this country, - but especially through the content of the programs that are fashioned in Canada and fed as part of the living reality of our land through radio and television into the homes and lives of all Canadians."

This statement, made at a time when the broadcasting legislation was still new, constitutes the CBC's conception of its role in this important area. One further comment should be added and it is this: objectivity must be the CBC's rule when presenting a wide range of opinions about national unity or the present-day structure of Canada. The Corporation would be failing in its duty if it were to favor certain options by giving them undue publicity or by eliminating contradictory opinions. As a news medium the CBC cannot be a propagandist for any cause; it must give all sides in a controversy the opportunity to express their points of view and their supporting arguments.

à chacune des régions de notre immense pays une meilleure compréhension de son rôle dans le contexte de la grande société canadienne, une vive conscience de l'apport qu'elle peut fournir, et une juste appréciation de l'enrichissement que son association étroite avec les autres régions peut apporter à sa propre existence.

« Mais tous ces efforts seraient vains sans cette communication qui s'établit entre les divers groupes et régions de notre pays et se raffermir non pas tant par le réseau matériel de communications dont nous avons couvert le pays entier, mais surtout par la teneur des émissions conçues au Canada et qui font pénétrer la réalité vivante de notre terre, par la radio et la télévision, dans les foyers et la vie de tous les Canadiens. »

Cette déclaration, faite au moment où la Loi sur la radiodiffusion venait à peine d'entrer en vigueur, représente la conception que se fait Radio-Canada de son rôle dans ce domaine important et délicat. Une seule précision s'impose : en présentant toute la gamme des opinions sur l'unité nationale et la structure actuelle du pays, Radio-Canada doit faire preuve d'objectivité. En effet, elle trahirait son rôle si elle favorisait certaines vues en leur donnant une publicité indue ou en éliminant de ses émissions les opinions contraires. En tant que véhicule d'information, la Société ne peut se faire le porte-parole d'aucune cause; elle doit, au contraire fournir à chacun la possibilité d'exprimer son opinion et de présenter ses arguments.

II. THE IMPACT OF TECHNOLOGICAL CHANGE

Communications satellites, community antenna television systems, home recording units - these and other technological developments are or soon will be making great changes in Canadian broadcasting. As a result of such developments Canadians will be able to have any distribution system, out of a wide number of possibilities, that they are prepared to pay for. It remains then for Canadians to study these new distribution possibilities and decide how they will use them.

A number of bodies will contribute to this process and the communications system that emerges within the period suggested by this Committee - ten years - will be the net result of their interlocking decisions. Private and public bodies in the electronics field will use their resources to develop new delivery and reception systems. The systems, in turn, must enable the broadcaster to furnish programs in a manner that the consumer finds acceptable in terms of convenience, quality and cost. The public agencies concerned, specifically the CRTC, the Department of Communications and CBC, will also contribute to the result in the light of their statutory obligations.

This brief deals with the major distribution developments which are already, or soon will be, operative.

1. Community Antenna Television Systems

A community antenna television (CATV) system is essentially a system which receives broadcast television signals and distributes them to its subscribers by means of cable. Canadian CATV has grown rapidly in the last few years. By September 1969 an estimated 17% of all households in Canada were subscribing to cable TV, an increase of more than 40% over the previous twelve months.

II. IMPACT DES PROGRÈS TECHNIQUES

Les satellites de communication, les systèmes de télédiffusion, les enregistreuses à domicile et bien d'autres inventions techniques ont déjà transformé la radiotélévision au Canada ou ne tarderont pas à le faire. Grâce à ces innovations, les Canadiens seront en mesure de choisir, parmi les nombreux systèmes de distribution, le plus en rapport avec leurs moyens. Il n'en tient qu'à eux de se renseigner sur les nouvelles techniques de distribution et de décider l'usage qu'ils en feront.

Un certain nombre d'organismes interviendront et le système de communication qui dominera au terme de la période prévue par le Comité -- dix ans -- sera la résultante de leurs décisions et réactions. Les entreprises privées et publiques de l'électronique consacreront leurs ressources à la mise au point de systèmes de diffusion et de réception. Par ailleurs, ces systèmes doivent permettre au radiodiffuseur d'apporter des émissions au consommateur par un moyen qu'il jugera convenable en fonction de sa commodité, de sa qualité et de son coût. Les organismes publics intéressés, notamment le CRTC, le ministère des Communications et Radio-Canada, contribueront aussi au résultat final selon les obligations que leur impose la loi.

Le présent mémoire traite des principaux perfectionnements qui sont déjà en oeuvre ou le seront bientôt dans le domaine de la distribution.

While CATV development has been uneven in various parts of Canada, the Corporation's research indicates that some areas now have as many as 70% of television viewers linked to cable systems. Furthermore, CATV is developing fastest in those Canadian cities near the American border where American signals are most easily received off-air. The principal result of cable development to date has been to provide in many locations three or more channels of American programs, including all three U.S. networks, and two or more Canadian channels, including all Canadian networks. Fragmentation of audience has been the inevitable consequence.

The CRTC, in a major announcement on December 3, 1969, about the extension of television coverage in Canada by microwave, indicated its concern about the cultural and economic implications of CATV's rapid growth. The Commission stated its position thus:

"The problem facing the Commission is not whether the technology of microwave should be used to help the development of cable television. It is to decide whether the use of additional techniques should be authorized to enlarge the coverage area of U.S. networks and U.S. stations and, therefore, their advertising markets in Canada. In consequence the Commission will not licence broadcasting receiving undertakings (CATV) based on the use of microwave or other technical systems for the wholesale importation of programs from distant U.S. stations and thereby the enlargement of the Canadian audience and market areas of U.S. networks or stations."

In a brief on CATV matters submitted to the CRTC last October the CBC noted the grave risk of either under-estimating or over-estimating the scope of future CATV development. The brief emphasized the desirability

1^o Systèmes de télédiffusion

La télédiffusion consiste en somme à capter des signaux de télévision et à les distribuer par câble aux abonnés. La télédiffusion canadienne a grandi rapidement en ces dernières années. En septembre 1969, on estimait à 17% le nombre des ménages du Canada abonnés au service de télévision par fil, l'augmentation au cours des douze mois précédents ayant été de plus de 40%.

Si l'évolution de la télédiffusion n'a pas suivi la même courbe partout au Canada, les travaux de recherche de la Société révèlent que, dans certaines régions, jusqu'à 70% des téléspectateurs y sont abonnés. En outre, l'essor de la télédiffusion est plus rapide dans nos villes canadiennes limitrophes des États-Unis, où il est plus facile de capter directement les stations américaines. L'expansion de la télédiffusion a eu surtout pour résultat jusqu'à maintenant de permettre à bien des villes de prendre l'écoute d'au moins trois stations américaines, y compris les trois réseaux, ainsi que de quelques stations canadiennes de chacun des réseaux, de sorte que l'auditoire s'en est trouvé inévitablement morcelé.

Dans son communiqué du 3 décembre 1969, où il se prononçait sur l'extension du rayonnement de la télévision au Canada par liaisons hertziennes, le CRTC exprimait des inquiétudes au sujet des répercussions culturelles et économiques de l'évolution rapide de la télédiffusion. Voici ce qu'affirmait le Conseil :

« Le problème qui se pose au Conseil n'est pas l'utilisation des micro-ondes pour le développement de la télédiffusion par câble. Il s'agit plutôt de décider si nous devons permettre que

of a national communications policy which would give CATV a specific role in the communications complex of the future. The CBC welcomed the CRTC's microwave statement in December and would like to see the use of microwave by CATV develop on the basis of orderly and carefully-assessed experiments.

Even more important than these technical aspects of CATV has been its influence on the viewing habits of the Canadian public. This is manifested in the re-distribution of audiences that has taken place, between stations, as a direct result of the intrusion of certain stations, most of them American, into areas where they were not previously available. These audience effects are the subject of continuing study by the CBC and other broadcasters, by the CRTC and by other bodies with an interest in mass communications. The CRTC public announcement of December 3 last (with several appendices) deals with the situation at some length.

Briefly, CATV's main effects have been to (a) fragment existing station audiences without adding substantially to the total amount of time that people spend watching television, (b) increase significantly the amount of time spent watching U.S. stations and decrease significantly the amount of time spent with Canadian stations, and (c) allow some Canadian stations to pick up new viewers outside their major service areas.

The report shows that, even by the end of 1968, in some of the more heavily cabled areas of the country intruding U.S. stations received by cable had reduced the size of some Canadian stations' audiences by as much as 35-45 per cent of their pre-cable share. Even without microwave there is every reason to believe that, as more and more people in these already-cabled areas turn to cable, this audience trend toward U.S. stations and away from Canadian stations will continue.

le territoire et par le fait même les marchés commerciaux canadiens, déjà entamés par les stations et réseaux américains limitrophes, ne le soient davantage en sanctionnant l'utilisation de nouvelles techniques à cette fin. En conséquence, le Conseil n'accordera pas de licence aux entreprises de télédiffusion par câble qui se proposent d'utiliser les micro-ondes ou d'autres moyens techniques pour importer en bloc des émissions venant des réseaux et stations américains, ce qui étendrait le rayonnement et le marché de ceux-ci. »

Dans son mémoire présenté au Conseil, en octobre dernier, au sujet de la télédiffusion, la Société avait signalé le grave danger de sous-estimer ou de surestimer l'envergure de l'évolution des systèmes d'antennes collectives. Elle avait insisté sur l'opportunité d'élaborer une politique nationale des communications qui assignerait à la télédiffusion un rôle bien défini dans le monde des communications de demain. Radio-Canada s'est réjouie de la déclaration faite en décembre par le CRTC au sujet des liaisons hertziennes et souhaiterait que l'utilisation des liaisons hertziennes par les systèmes de télédiffusion se fonde sur des expériences rationnelles et soigneusement étudiées.

Mais ces aspects techniques de la télédiffusion le cèdent en importance à l'influence qu'elle exerce sur le comportement des Canadiens devant le menu de la télévision. Témoin, les permutations d'auditoires entre stations, par suite de la pénétration de certaines stations américaines pour la plupart, dans des régions où elles n'avaient pas accès jusqu'alors.

In general, it can be said that the added United States influence which CATV is bringing to Canadian television is bound to influence significantly the pattern of programming which Canadian networks and stations have built up. They will have the choice of becoming more "American" so as to be practically indistinguishable from the stations whose signal CATV systems import or of becoming more thoroughly Canadian so as to offer their audiences a real viewing choice.

The growth of CATV could also have effects on CBC coverage policy, that is, on the method selected by the Corporation to distribute the national television service. Heretofore CBC coverage extension has been predicated on the use of broadcasting facilities exclusively, with no reference to the possible role of CATV. The policy could be altered in two ways. One would be by the use of CATV systems, instead of broadcast transmitters, to carry direct program feeds from CBC production centres by cable to CATV subscribers. This might be technically desirable in a big city where interference factors make such a system of distribution preferable or supplementary to off-air reception. At present, however, legal and other problems prohibit the Corporation from feeding CATV systems by direct head-end connection. If these legal obstacles were overcome (they include problems of copyright and union contracts), then the CBC would have to decide if in some cases Canadians could be better served by transmission through cable systems than by the conventional transmitters now in use or by a combination of the two.

The second application of CATV to the CBC coverage situation might be in a smaller, relatively remote community which had no conventional television but was served by a CATV system. If a large part of the community subscribed to CATV and was already receiving CBC off-air

Ces mouvements de l'auditoire font l'objet de recherches incessantes par Radio-Canada, les autres radiodiffuseurs, le CRTC et certains organismes qui s'intéressent aux communications de masse. La question est traitée au long dans le communiqué (avec annexes) publié par le CRTC le 3 décembre 1969.

En résumé, la télédiffusion a eu surtout pour effets : a) de fragmenter l'auditoire des stations en service, sans guère accroître le temps que les gens passent devant le petit écran; b) d'augmenter sensiblement le nombre d'heures passées à regarder les émissions des stations américaines et de diminuer d'une façon marquée l'écoute des stations canadiennes; c) de permettre à certaines stations du Canada de toucher de nouveaux téléspectateurs en dehors de leur rayonnement habituel.

Dans les régions du pays où la densité de la télévision par fil est plus forte qu'ailleurs, le rapport constate que, déjà à la fin de 1968, les stations américaines captées par ce moyen avaient érodé l'auditoire de certaines stations canadiennes dans une proportion de 35 à 45%. Même sans les liaisons hertziennes, il y a tout lieu de croire que l'intérêt croissant que portent les téléspectateurs aux stations américaines au détriment des stations canadiennes va se maintenir du fait que de plus en plus de gens vont opter pour la télédiffusion là où elle est mise à leur portée.

En général, on peut dire que l'infiltration accrue de la télévision américaine au Canada ne peut faire autrement que d'influer fortement sur l'orientation que les réseaux et stations du Canada donnent à leur programmation. Les stations canadiennes sont ainsi mises dans l'alternative ou de s'américaniser au point de risquer d'être confondues avec les stations dont la télédiffusion importe les émissions, ou de se canadianiser plus résolument de façon à offrir un choix bien franc à leurs auditeurs.

service through this system, the need to establish a CBC transmitter to serve the area might be obviated, with a consequent diversion of coverage funds to some other place where they were more urgently needed. The use of CATV in this way to achieve the overall coverage objective which the Act imposes on the CBC obviously raises problems of equity as between taxpayers but they are probably not insoluble.

The CBC will be anxious to assess the results of the far-reaching studies being conducted by the Telecommission established last fall by the Department of Communications and the implications of these for the national broadcasting service.

An important fact in the overall coverage picture is that there will continue to be significant numbers of Canadians which private broadcasters, and also CATV systems, may not find it economically feasible to serve. The Corporation will continue, for the foreseeable future, to serve such Canadians through conventional transmitters. The role of conventional transmitters as we now know them, however, may be diminished over the intermediate and long term not only by the burgeoning cable systems but also by the development of a direct-to-receiver broadcasting satellite which is now being envisaged.

2. Communications Satellites

The influence of communications satellites in the 1960s was felt mainly in the international area when they were able to link television organizations on different continents together to form a world network whereby most televiewers could see, as it occurred, an event such as the flight of Apollo XI. In the 1970s the development and design of communications satellites and their supporting systems will become more efficient and more specialized.

L'extension de la distribution par fil risque aussi d'avoir des répercussions sur la politique de rayonnement de Radio-Canada, notamment sur la méthode adoptée pour distribuer le programme national de télévision. Jusqu'à maintenant, l'extension du rayonnement a été fonction uniquement des émetteurs, abstraction faite de la possibilité de l'intervention de la télédiffusion. Il y aurait deux façons de modifier la politique. On pourrait utiliser des systèmes de distribution par fil, au lieu d'émetteurs, pour acheminer les émissions directement aux abonnés à partir des centres de production de Radio-Canada. Au point de vue technique, cette méthode pourrait être souhaitable comme appoint ou comme remplacement dans une grande ville où la réception directe laisse à désirer à cause des nombreux parasites. Pour le moment, toutefois, des difficultés d'ordre juridique et autres empêchent la Société de recourir à la ligne directe par télédiffusion. Advenant que les obstacles juridiques soient surmontés (droits de reproduction et conventions syndicales entre autres), Radio-Canada devra décider si, dans certains cas, les Canadiens seraient mieux servis par un service de distribution par fil plutôt que par les émetteurs traditionnels courants, ou par la conjugaison des deux.

Radio-Canada pourrait faire servir autrement la télédiffusion à ses fins, soit en l'utilisant dans les petites collectivités relativement isolées et sans station de télévision, mais desservies par un système de distribution par fil. Qu'une bonne partie de la collectivité soit abonnée au système et puisse ainsi recevoir le programme national, il n'est plus alors besoin d'y construire un émetteur pour desservir la région, de sorte que les fonds de rayonnement ainsi économisés peuvent servir ailleurs

The development of a satellite system for Canada is an example of this specialized development. The Canadian six-channel satellite now being worked on could provide three television channels to the CBC for distribution of French and English television network programs to all parts of Canada, particularly to remote and northern regions. Those centres in these regions which already receive a delayed television service on videotape recordings for four hours a day would, in many cases, acquire an earth station through which live TV would be received and retransmitted to the local community. The Canadian satellite would be used to distribute CBC network service in southern Canada, also, but this would be a change in the method of delivery only and would not be evident to viewers except as it might permit extension of French television network service to areas not now receiving it.

In summary, the contribution of satellites to CBC television in the 1970s would be to facilitate distribution of the Corporation's English and French network services to remote and northern regions and to replace some of the present terrestrial microwave system in the south. Distribution of broadcast radio by satellite is also a possibility for the 1970s.

Communications satellites had their beginning with the orbiting satellite, Telstar, in 1962. The first live television program crossed the Atlantic in July of that year. Commercial satellite communications started in 1965, with only four earth stations in existence located in four countries. By 1972 there will be 70 earth stations in 40 countries around the world. By 1972, also, the circuit capacity of the satellites over the Atlantic will be 25 times what it was in 1965. This increase in earth stations and circuit capacity might mean reduced tariffs for

où le besoin est plus pressant. Le recours à la télédiffusion pour atteindre l'objectif que la loi fixe à Radio-Canada en matière de rayonnement soulève nécessairement des problèmes de juste répartition des charges entre les contribuables, mais ils ne sont peut-être pas insolubles.

Radio-Canada ne manquera pas de prendre connaissance des études prospectives que fait actuellement la Télécommission établie l'automne dernier par le ministère des Communications, et elle en examinera les répercussions sur le service national de radiodiffusion.

Il est une réalité importante dans cette question de rayonnement total : il restera toujours des groupes non négligeables de Canadiens que ni la radiotélévision privée ni même les sociétés de télédiffusion ne jugeront rentable de desservir. Radio-Canada continuera, dans un avenir prévisible, à desservir ces Canadiens à l'aide d'émetteurs traditionnels. Mais même le rôle de ces émetteurs peut être appelé à décroître, à plus ou moins longue échéance, non seulement à cause de la floraison de la télédiffusion, mais aussi grâce à l'avènement du satellite de transmission directe au récepteur, auquel on songe déjà.

2° Satellites de communications

L'influence des satellites de communications pendant les années 60 s'est surtout fait sentir sur le plan international. En effet, des satellites ont réuni les organismes de télévision de divers continents en un réseau

television transmitted by the Intelsat system. Reduced tariffs would, in turn, mean a freer flow of news to and from the 40 countries with earth stations. Also, events with an international character or international interest will appear more frequently on our television screens. However, news and special events broadcasts via satellite are already taken for granted by viewers, so this improvement in service may pass unnoticed.

Another communications satellite development which might take place in the late '70s or early '80s is the direct broadcasting satellite. Such a satellite would transmit television direct to the home receiver. However, such direct satellite reception is not likely to alter basically existing Canadian television distribution in the foreseeable future.

The United Nations Committee on the Peaceful Uses of Outer Space, at the suggestion of Canada and Sweden, formed in September 1968 a Working Group on the International Implications of Direct Broadcasting Satellites. Canada and Sweden have been leaders in initiating studies of direct broadcasting satellites and on the Canadian side the CBC has contributed substantially to various technical and social studies on the subject.

3. Electronic Videotape Recorders and Home Computers

Considerable research and development is being carried out by private Canadian and American manufacturers in the field of electronic videotape recording and electronic computer equipment for the home consumer. The field is still very new and there has not as yet been any significant domestic application of the devices involved. As a result, the impact of such developments on Canadian broadcasting during the next decade is highly speculative and difficult to assess.

mondial et ont permis aux téléspectateurs de suivre, lors même de leur déroulement, des événements exceptionnels, tels l'odyssée d'Apollo XI. Au cours des années 70, le perfectionnement des satellites et des équipements terrestres connexes les rendra encore plus efficaces et plus spécialisés.

Le satellite envisagé pour le Canada aura six canaux, dont trois pourront servir à Radio-Canada pour distribuer les émissions des réseaux français et anglais de télévision dans toutes les régions du Canada, notamment dans les régions reculées et nordiques. Les centres de ces régions, qui reçoivent déjà en différé le programme de télévision pendant quatre heures par jour au moyen d'enregistrements magnétoscopiques, seraient dotés, dans bien des cas, d'une station terrestre qui capterait la télévision en direct et la retransmettra à la collectivité. Le satellite canadien servirait à distribuer le programme des réseaux de Radio-Canada dans le sud du pays aussi, mais il ne s'agirait là que d'une modification dans la méthode de distribution, qui échapperait aux téléspectateurs, sauf en ce qu'elle pourrait permettre à la télévision française de pénétrer dans des endroits qui en sont actuellement privés.

Bref, l'apport des satellites à la télévision de Radio-Canada durant les années 70 serait de faciliter la distribution des émissions de ses réseaux anglais et français dans les régions reculées et nordiques et de supplanter le système actuel de liaisons hertziennes terrestres dans le sud. On prévoit aussi pour la même décennie la transmission radiophonique par satellite.

This has been an outline of the technological developments, actual or foreseeable, which are likely to have the most effect on broadcasting as we know it. Clearly, the technology of broadcasting and of related mass communications techniques is intensely active and can be expected to undergo important, even radical, changes. In its assessment of and adjustment to these changes the CBC will continue to seek greater efficiency and greater economy of service. But, beyond that, it will continue to be guided by the mandate it has received from Parliament and by the statement of the Broadcasting Act that the object of the Canadian broadcasting system is "to safeguard, enrich and strengthen the cultural, political, social and economic fabric of Canada".

Le premier satellite de communications, Telstar, a été mis sur orbite en 1962. En juillet de la même année, la première émission de télévision en direct traversait l'Atlantique. Les satellites commerciaux ont commencé à fonctionner en 1965, et il n'y avait alors que quatre stations terrestres, dans quatre pays. Dès 1972, il y aura 70 stations terrestres dans 40 pays, et la capacité des satellites gravitant au-dessus de l'Atlantique sera 25 fois ce qu'elle était en 1965. Cette augmentation du nombre des stations terrestres et de la capacité des satellites pourrait se traduire par une réduction des frais de transmission de la télévision par le système Intelsat. La réduction des frais entraînerait à son tour un échange plus facile d'informations entre les 40 pays dotés de stations terrestres. En outre, les actualités de caractère ou d'intérêt international seront plus fréquentes sur nos écrans de télévision. Par ailleurs, la retransmission des nouvelles et des reportages par satellite a déjà perdu de sa nouveauté pour les téléspectateurs, de sorte que l'amélioration du service risque de passer inaperçue.

Vers la fin des années 70 ou le début des années 80, il se peut que la transmission par satellite soit assez perfectionnée pour permettre aux téléviseurs de capter directement les émissions de télévision relayées par le satellite. Toutefois, ce n'est pas dans un avenir prévisible que la réception directe satellite-récepteur individuel modifiera fondamentalement la distribution actuelle de la télévision au Canada.

III. THE SOCIO-CULTURAL BACKGROUND

1. Continuity and Change in Canadian Society

Before going on to consider some of the major challenges and problems which the CBC faces in its information and socio-cultural programming it is important to state our position on a fundamental question: the role of the CBC in relation to a continuing yet changing Canadian society, its editorial posture in relation to the Canadian people. We believe that in one sense this is the most important question that can be asked about the Corporation. The question is important because so much depends on the answer and the answer, though simple in essence, is immensely complicated in its application to the conditions of day-to-day broadcasting.

What is involved is the conception that Canadians as a whole have of their society as it is and as they want it to become. Because it is of fundamental importance and the possession of all our citizens this conception deserves to be treated with respect by all those - governments, educators or mass media - whose wish or duty it is to influence it. This is not to suggest that the conception should be considered sacrosanct but to emphasize that those who have the power to change it have a corresponding obligation to do so with an appropriate sense of responsibility.

This obligation is mandatory for the Corporation because of the proprietary relationship of the Canadian people to the CBC. It is literally their broadcasting service, created to serve them. What attitude must it take, then, in relation to the conception which Canadians have of their society and of what they want it to become? In the infinitely varied complex of inherited strengths and inherited weaknesses, of generous

Le Comité des Nations unies sur l'utilisation pacifique des espaces extra-terrestres, sur proposition du Canada et de la Suède, a formé en septembre 1968 un groupe d'experts chargés d'étudier les répercussions internationales de la radiodiffusion directe par satellites. Le Canada et la Suède ont pris l'initiative des premières études sur le sujet. et Radio-Canada a contribué largement aux diverses études techniques et sociales.

3° Electrocinéma et ordinateurs ménagers

Les fabricants canadiens et américains font des études poussées dans le domaine de l'enregistrement électronique des images et des ordinateurs électroniques pour le foyer. Le domaine reste peu exploré et il n'existe pas encore d'application domestique valable. Aussi, l'influence de ces découvertes sur la radiodiffusion canadienne durant la prochaine décennie est très problématique et difficile à prévoir.

Voilà pour les progrès techniques, acquis ou prévus, qui influenceront probablement le plus la radiodiffusion dans son état actuel. Il ne fait pas de doute que la technologie de la radiodiffusion et des techniques de communication de masse connexes est extrêmement active et qu'on peut s'attendre qu'elle subira des transformations profondes, sinon radicales. En prenant connaissance de ces changements et en s'y adaptant, Radio-Canada continuera de chercher à assurer un service plus efficace et plus économique. Mais, avant tout, elle continuera de s'inspirer du mandat qu'elle a reçu du Parlement ainsi que de la Loi sur la radiodiffusion, qui dispose que l'objet du système canadien de radiodiffusion est de

aspirations and selfish interests, of tolerance and prejudice, of vision and shortsightedness - not to mention the host of inanimate forces that surround these human qualities of the Canadian people - how can a publicly-owned national broadcasting system be of the greatest service?

The CBC believes that the greatest service it can render Canadian society is to hold a mirror up to that society, to show it to itself as it really is, neither magnified nor diminished. For the CBC to deliberately present in its overall program output a one-sided or distorted picture of Canadian society, however much it might believe that by so doing it was serving the long-term interests of that society, would be to reverse the arrangement which decrees that the CBC is to be controlled by the Canadian people, not they by it.

While this limitation applies preeminently to the CBC, it applies also, though to a lesser extent, to private broadcasting enterprises since they exist by virtue of a licence to exploit a portion of the public domain. All Canadian broadcasters are, in effect, trustees in the service of the Canadian people. This situation does not apply to enterprises in the other mass media. While they may in some cases consider themselves as holding a public trust because they recognize and voluntarily accept the responsibility that accompanies their power to shape public opinion, they are, nevertheless, free to influence the public in the directions that seem to them best. But the Corporation, since it belongs to all Canadians, cannot do this. It cannot adopt the opinions of a few, cannot take the side of a faction. Its position is summed up in the traditional statement that the CBC has no opinion in controversial matters, which are, by definition, matters on which conflicting opinions are held by significant numbers of citizens.

The circumspection with which the CBC must conduct itself in

« sauvegarder, enrichir et raffermir la structure culturelle, politique, sociale et économique du Canada ».

III. L'AMBIANCE SOCIO-CULTURELLE

1° Continuité et évolution de la société canadienne

Avant d'aborder les grandes difficultés auxquelles Radio-Canada doit faire face dans le domaine des émissions d'information et d'affaires socio-culturelles, il importe de préciser notre position sur une question fondamentale : le rôle de la Société Radio-Canada au sein d'une société canadienne qui garde son identité mais pourtant évolue, et sa politique rédactionnelle en fonction du public canadien. Nous croyons que c'est là peut-être la question la plus importante qu'on puisse poser au sujet de Radio-Canada. Question importante, parce que sa réponse est lourde de conséquences. Simple en soi, la réponse se complique démesurément face aux réalités quotidiennes du métier de radiodiffuseur.

Ce dont il s'agit, c'est la conception que les Canadiens, collectivement, se font de leur société dans son état actuel et telle qu'ils entendent la façonner. Parce qu'elle a une importance fondamentale et qu'elle appartient à tous les citoyens, cette conception mérite le respect de tous ceux qui désirent ou doivent l'influencer : gouvernements, éducateurs ou organes de communication de masse. Nous ne suggérerons pas que cette conception doive être tenue pour sacro-sainte, mais nous voulons rappeler que ceux qui ont le pouvoir de la modifier ont également l'obligation concomitante d'user d'un sens profond de responsabilité en ce faisant.

matters of opinion, the surveillance which it must give to its "editorial" (in reality it's non-editorial) role in relation to the Canadian people, must not be allowed to degenerate into blind status-quoism. The Corporation must not ally itself to any "establishment", political, economic or social. True, it must respect those who accept the conventional wisdom even though it may seem to others that the future is likely to prove that wisdom false. It must recognize that an established society, despite its omnipresence and inertia, is a relatively vulnerable organism: the structure built by the accumulated labor of generations can under certain circumstances be altered out of recognition in a surprisingly short time. While recognizing this, an organization like the CBC must also recognize that change is a law of life, for a society as for all living organisms.

Recognizing that change is inevitable and that the instruments of mass communications are potent elements in the process of change, and conscious always of its relationship of trust to the Canadian people, the CBC must remain open to all the currents of change at work in Canadian society. It must not only show Canada as it now is; it must also give Canadians the opportunity to learn about the forces for change at work among them and to examine the options that are open to them. It must bring them face to face with the inevitability of change and with its contemporary dynamics so that, as far as possible, they will be masters of the situation rather than its victims.

It may be objected that this seems to place undue emphasis on change at the expense of the status quo. The answer to such a charge can only be that the areas of a society in which changes are stirring are likely to be those which are most alive and most significant and that it is to these areas, therefore, that the mass media should give special attention.

Pour Radio-Canada, il s'agit bien d'une obligation absolue, du fait que la Société est propriété du peuple canadien. Son service de radiodiffusion est littéralement celui du peuple, créé par lui et pour lui. Quelle attitude faut-il prendre alors en fonction de la conception que les Canadiens se font de leur société, telle qu'ils entendent la façonner? Dans la réalité infiniment complexe des grandeurs et des misères héritées des ancêtres, des aspirations généreuses et des ambitions égoïstes, de la tolérance et des préjugés, des vues larges et de l'étroitesse d'esprit, sans parler d'une foule de forces inertes qui environnent ces qualités humaines du peuple canadien, comment un système national de radiodiffusion d'Etat peut-il le mieux servir?

Radio-Canada croit qu'elle ne peut pas mieux servir la société canadienne qu'en lui tendant un miroir pour qu'elle s'y voit telle qu'elle est, sans fard ni voile. Si Radio-Canada présentait sciemment dans sa programmation générale une image monovalente et déformée de la société canadienne, quelle que soit la mesure dans laquelle, ce faisant, elle croirait sincèrement servir les intérêts à long terme de cette société, elle renverserait l'ordre des choses, selon lequel c'est la Société qui est contrôlée par le peuple canadien et non l'inverse.

Cette servitude frappe avant tout Radio-Canada, mais touche aussi jusqu'à un certain point la radiotélévision privée, puisque celle-ci tire son existence d'un permis d'exploiter une partie du domaine public. Tous les hommes de radiotélévision canadiens sont, en effet, des administrateurs au service de la population canadienne. Il n'en est pas ainsi des autres organes de communication de masse. Il peut certes y avoir des entreprises

2. The Permissive Society

Related to the question of social change is the contemporary cluster of phenomena that has come to be called the permissive society. It is a global term describing a complex of current social and moral attitudes, with an implicit comparison to those which they have replaced. It is generally accepted that the mass media have been extremely influential in publicizing the values of the permissive society and in giving them currency. The question, then, is: have the mass media in general and the CBC in particular acted with an appropriate sense of responsibility in their treatment of this subject?

The permissive society was not created by the mass media; it has an independent existence generated by a host of cultural and social forces, many with deep historical roots. As a contemporary development of great significance its manifestations cannot be ignored by the mass media. The weakening of older moral codes, changes attitudes towards sex, the drug culture, absurdity and nihilism in the arts - all these are important social phenomena which the CBC has a duty to report and interpret if it is to discharge its mandate. The indispensable condition of this freedom should be that it must do so responsibly.

To act responsibly in this area means, first, to recognize that the permissive society is controversial, that strongly differing views about it are held by substantial elements of the Canadian public. This means in turn that the CBC, per se, can have no opinion about the permissive society and that its broadcasts, taken overall, should not support the contention that it has any such opinion. To act responsibly means, finally, to be always aware of the need to balance the perennially conflicting demands of social order and social change.

The same considerations apply in large measure to reporting

qui estiment détenir un mandat public, parce qu'elles reconnaissent et acceptent librement la responsabilité associée à leur pouvoir de façonner l'opinion publique, mais elles ont quand même la faculté d'influencer le public dans le sens qui leur semble le meilleur, ce que la Société Radio-Canada, qui appartient à tous les Canadiens, ne peut faire. Elle ne peut pas se rallier à l'opinion d'un petit nombre ni prendre parti pour une faction. Sa position est résumée dans la déclaration traditionnelle selon laquelle Radio-Canada n'a pas d'opinion sur les questions controversées, c'est-à-dire celles qui provoquent des divergences d'opinions entre des groupes imposants de citoyens.

La circonspection dont Radio-Canada doit faire preuve en matière d'opinions et la surveillance qu'elle doit exercer sur son rôle d'orienteur de l'opinion (ou plutôt de non-orienteur) ne doivent pas dégénérer en immobilisme aveugle. Radio-Canada ne doit s'allier à aucun « ordre établi » qu'il soit politique, économique ou social. Certes, elle doit respecter ceux qui acceptent la sagesse traditionnelle même si, à un moment donné, il peut sembler à d'autres que l'avenir démentira probablement cette sagesse. Elle doit reconnaître qu'une société constituée, malgré son ubiquité et son inertie, est un organisme relativement vulnérable : sa structure, élevée grâce au labeur de nombreuses générations, peut, dans des circonstances données, transformer du tout au tout, et à brève échéance. Tout en admettant ces variables, un organisme comme Radio-Canada doit admettre aussi que les mutations sont la loi même de la vie, autant pour une société humaine que pour tout organisme vivant.

and commentary on the contemporary politics of confrontation, whether in the traditional political arena, in our educational institutions or in the streets. This is a phenomenon whose manifestations must be reported and whose causes must be analyzed if the CBC is to mirror for Canadians the world in which they live. Here again the Corporation has an obligation to act responsibly in the fullest sense of the word, taking into account as fully as possible the ramifications of the events it is dealing with, their controversial character and - a new element - the extent to which the presence of the mass media, particularly television, acts as a precipitant of the events themselves.

3. The Place of Dissent

The policy of the CBC in the field of information is, first, to bring news and current events to the attention of the public with all the exactness which the resources at its disposal permit. Equally it is the Corporation's policy to make heard and seen everything in the continuing society and its institutions which appears truly significant. This policy rests on firm principles which have been well expressed in a BBG policy statement on controversial broadcasting (1962):

- (a) The air belongs to the people, who are entitled to hear the principal points of view on all questions of importance.
- (b) The air must not fall under the control of any individuals or groups influential because of their wealth or special position.
- (c) The right to answer is inherent in the doctrine of free speech.
- (d) The full interchange of opinion is one of the principal safeguards of free institutions.

In practice, the Corporation must rely in large part on the good judgment, the moderation and the balance of those members of its

Convaincue que les mutations sont inévitables et que les instruments des techniques de diffusion de masse sont de puissants ferments de mutation. et consciente toujours de la confiance que met en elle le peuple canadien. Radio-Canada doit accueillir tous les courants d'évolution qui moulent la société canadienne. Elle doit non seulement montrer le Canada sous son aspect actuel, mais elle doit aussi donner aux Canadiens l'occasion de connaître les ferments de mutation qui sont à l'oeuvre parmi eux et d'examiner les options qui s'offrent à eux. Elle doit les confronter avec l'impossibilité d'échapper aux mutations et avec le dynamisme contemporain. de façon qu'ils soient, dans la mesure du possible, les maîtres et non les esclaves de leur destinée.

On objectera peut-être que c'est là accorder trop d'importance aux mutations, au détriment du statu quo. A cela on peut répondre que les secteurs de la société où l'évolution bouillonne sont souvent ceux qui sont le plus animés et le plus importants, et que c'est donc de ces secteurs que les organes de communication de masse doivent se préoccuper.

2° La société de tolérance

Sur les mutations sociales se greffent des phénomènes qui ont eu pour aboutissement ce qu'on est convenu d'appeler la société de tolérance. Il s'agit de l'ensemble des attitudes sociales et morales courantes. comparées implicitement avec celles qui les ont précédées.

Il est généralement admis que les techniques de diffusion de masse ont contribué énormément à faire de la publicité aux nouvelles valeurs de la société de tolérance et à en faire monnaie courante.

staff whose responsibility it is to assess the importance of the events, the opinions and the men who constantly claim its attention. In a society such as the one we know today the practice of this profession is very difficult. It is not made less so by the CBC's status as a Crown corporation established by an Act of Parliament, a circumstance which subjects it to a public scrutiny which the rest of the Canadian mass media do not receive.

Obviously, the CBC has not made the community in which it finds itself; it did not create the movements which have contributed to the progressive democratization of Canadian society. That phenomenon had its birth well before 1936, the date on which the Corporation was founded. The fact that information programs reflect all aspects of contemporary social unrest does not justify the assumption that the phenomena reflected in these programs were invented by broadcasters.

The CBC would inhibit itself dangerously if, in the attempt to shock no one, to disturb no institution, it undertook to limit the completeness of its reporting of the contemporary world. At the same time it is obliged to avoid shocking merely for shock value and the sensationalism to which this can lead.

Centred in an open society, the CBC opens its doors to all those who offer to the community at large contributions of real interest. While making a realistic distinction between elite and mass, it sets up no discrimination on this basis and its programming draws upon all areas of human activity. In all ranks of society there are people who can express important views on the realities of daily life and the CBC must respect these and give them an opportunity to be evaluated.

La question qui se pose, c'est de savoir si l'attitude des organes de communication en général et de Radio-Canada en particulier s'est inspirée d'un sens authentique de leurs responsabilités à cet égard.

La société de tolérance n'est pas l'oeuvre des organes de communication; elle subsiste d'elle-même, fruit de multiples courants culturels et sociaux, dont certains remontent loin dans le passé. En raison de son actualité et de son importance, les organes ne sauraient passer sous silence ses manifestations. Le fléchissement de la moralité d'autrefois, les nouvelles attitudes vis-à-vis de la sexualité, la banalisation des drogues, l'absurdité et le nihilisme des arts, voilà autant de phénomènes sociaux importants que Radio-Canada a le devoir d'exposer et d'interpréter si l'on veut qu'elle remplisse son mandat. sous réserve d'une condition impérieuse : exercer ce rôle de façon judicieuse.

Agir judicieusement en l'occurrence, c'est d'abord reconnaître que la société de tolérance est matière à controverse, que d'imposants secteurs de la population canadienne entretiennent des vues fort divergentes à ce sujet. C'est dire aussi, par voie de conséquence, que Radio-Canada ne doit pas se prononcer sur la société de tolérance et que ses émissions, dans leur ensemble, ne doivent pas prêter à croire qu'elle s'est formé une opinion. Enfin, agir judicieusement, c'est être constamment conscient de la nécessité de faire la juste part des exigences irrémédiablement divergentes de l'ordre établi et du dynamisme de la société.

In a democratic society the right to be informed goes hand in hand with the right to express oneself and the exercise of these reciprocal rights inevitably creates a mélange of ideas and information which can at times be disturbing. Nevertheless, the CBC believes, following the policy stated above, that the more people are informed the more they will have at their disposal the means for their development. From the confrontation of ideas, from the comparison and evaluation of various opinions submitted for public examination, grows the critical sense which is one of the needs of a democratic society.

The CBC's role is to serve as a channel for the many voices through which Canadian society expresses and identifies itself. Information broadcasts cannot offer a promise of security but, by giving different schools of thought the chance to make themselves known, to dissident voices the opportunity to make themselves heard, they provide the basis for a free and informed choice.

When the CBC makes a place in its programs for minority voices it does not base its evaluation of their importance so much on the numbers for whom these voices speak as on the actual or potential significance of the testimony they utter. At the same time the Corporation knows that this recognition of the value of minority opinions must be balanced by a realistic estimation of the extent to which such opinions and tendencies are truly representative and not merely eccentric.

4. Public Opinion

The classic position of the Corporation has been that it should reflect Canadian opinion, style and environment. Implicit in such a position has been the assumption that it should follow public opinion and

Les mêmes considérations valent en grande partie pour les reportages et les commentaires sur les phénomènes d'affrontement qui se produisent de nos jours dans l'arène politique, dans nos institutions d'enseignement ou dans la rue. C'est un phénomène dont Radio-Canada se doit de rapporter les manifestations et analyser les causes pour présenter aux Canadiens une image fidèle du monde où ils vivent. Ici encore, la Société est tenue d'agir judicieusement, dans le sens le plus étendu de l'expression; elle doit tenir compte de toutes les ramifications possibles des événements qu'elle traite, des faits qui prêtent à controverse et, aspect nouveau, de la mesure où la présence des organes d'information, notamment de la télévision, catalyse les événements mêmes.

30 Place de la contestation

La politique de Radio-Canada en information est de porter d'abord à la connaissance du public les faits, les événements, avec toute la rigueur d'exactitude que peuvent permettre les moyens mis à sa disposition; de faire écho ensuite à tout ce qui touche de façon significative à la permanence de la société et de ses institutions. Cette politique repose sur des principes fondamentaux à valeur permanente, bien énoncés dans la déclaration de principes du BGR sur les émissions de controverse (1962) :

- a) Les ondes appartiennent au peuple, qui a le droit d'entendre les principaux points de vue sur les questions d'une certaine importance.

not lead it. This seems to be an oversimplification; actually, both ingredients are present. While the Corporation should not invent issues, it would be unrealistic not to recognize that people may be led by broadcast programs to consider certain issues or topics more closely than they might normally do. To this extent public opinion may be thought of as being led, i.e., guided to questions deserving consideration, although not led to conclusions. This places upon the Corporation a great responsibility - that of assessing what questions are of sufficient importance to warrant the impact treatment inherent in broadcast presentation, particularly television, and of guarding against exaggeration or distortion.

Given the mandatory requirements of the Broadcasting Act, can it be doubted that the Corporation should lead the public to consider carefully matters affecting the national identity? This was done, for instance, in the early days of the "quiet revolution" in Quebec, when the Corporation, through its programs, drew attention to the rising tide of nationalism and discontent in that province. The Corporation, if it is to fulfil its statutory mandate, must lead Canadians to consider the real and serious problems of all parts of Canada, to a clearer and more consistent view of the political, economic and social problems they will have to face in a rapidly-changing environment. An active role, not a passive one; vital, not inert.

Another aspect of this question is raised by investigative programming of various types. Sometimes, for example, in a matter of environmental pollution or a case of apparent injustice, the public may be in ignorance until its attention is specifically drawn to the subject through a broadcast. Such subjects must be presented accurately and fairly but the rationale of investigative programming is that public attention should be directed to them.

- b) Les ondes ne doivent pas être soumises à la domination de personnes ou de groupes influents à cause de leur fortune ou de leur situation privilégiée.
- c) Le droit de réponse est inhérent à la doctrine de la liberté de parole.
- d) La ventilation des opinions est une des principales sauvegardes des institutions libres.

Dans le concret, la Société Radio-Canada doit se reposer pour une très grande part sur le bon jugement, la mesure et l'équilibre de tout le personnel journalistique qui a la responsabilité d'évaluer l'importance des événements, des opinions, des hommes qui sollicitent constamment son attention.

Dans une société comme celle que nous connaissons aujourd'hui, l'exercice de ce métier est très difficile, d'autant difficile que Radio-Canada est une société de la Couronne établie en vertu d'une loi, situation qui la soumet au regard scrutateur du grand public, auquel échappent les autres techniques de diffusion de masse canadiennes.

Évidemment, Radio-Canada n'a pas fait la communauté. Elle n'a pas créé les mouvements qui ont contribué à la démocratisation progressive de la société. Le phénomène a pris naissance bien avant 1936, date de fondation de Radio-Canada. Cependant, le fait que ses émissions d'information doivent montrer toutes les facettes du grand dérangement courant, ne justifie pas le postulat que les phénomènes qui se traduisent en filigrane dans ses émissions sont l'invention du monde de la radiotélévision.

The dimensions of today's information explosion are such that we now need computers to store data and bring it to us as we need it. This proliferation of information, of areas of public concern, imposes on broadcast journalism the obligation to provide more original reportage, more investigative reportage, more reportage in depth, more analysis. This can give rise to concern when background analysis is mixed with factual reporting. Yet, it is sometimes essential that in reporting an event, a situation or a policy statement the journalist provide some background on the circumstances which led to the event, the situation or the statement, and perhaps some of the implications of it. Without this flesh on the bones of what happened, the viewer or listener is only getting part of the story and, thus, is inadequately served. With so much happening in the world, the individual increasingly depends upon the journalist to provide him with implications, background and analysis. To eliminate this is to sterilize journalism and, in effect, by eliminating essential ramifications, to misrepresent the story being reported.

But this need to interpret and analyze is subject to an important limitation. No CBC journalist should in his reporting express an opinion for or against a person, a movement or a policy. For a reporter to express such opinions in his reportage is to destroy, in time, his credibility as an impartial and informed observer. However well intentioned, the reporter who champions a cause critically damages his value to the public and to the Corporation. He can report, he can background, he can explain and he can analyze, but he must not express his opinion.

5. Participatory Broadcasting

Some information broadcasts in television and radio can be structured so as to allow participation by the public in the exchange of

Ce serait une inhibition fort dangereuse à nous imposer que de ne pas rendre compte de notre monde contemporain, sous prétexte de ne choquer personne, de ne troubler aucune institution. En revanche, Radio-Canada se doit de s'abstenir de choquer simplement pour le plaisir de choquer, et de tomber dans le sensationnalisme où cela mène.

Au sein d'une société ouverte, Radio-Canada ouvre ses portes à tous les membres de la communauté qui offrent à celle-ci des données d'intérêt réel. Si Radio-Canada fait une distinction réaliste entre l'élite et la masse, elle n'établit pas de discrimination à cet égard et sa programmation rejoint tous les secteurs de l'activité humaine. Dans toutes les couches de la société, nombreux sont ceux qui peuvent exprimer sur les réalités de leur vie quotidienne des points de vue importants que Radio-Canada se doit de respecter et de rapporter pour qu'on les apprécie.

Dans une société démocratique, le droit d'être informé trouve son pendant dans le droit de s'exprimer, et l'exercice de ces droits corrélatifs engendre un brassage considérable d'idées et d'informations susceptibles d'inquiéter parfois. Il reste que, suivant la politique énoncée plus haut, Radio-Canada considère que plus un peuple est informé, plus il possède d'éléments pour assurer son épanouissement. De la confrontation des idées, de la comparaison des opinions diversifiées soumises à son attention, naît et croît rapidement le sens critique qui est l'un des fruits de la pratique de la vertu sociale de la démocratie.

Le rôle de Radio-Canada est de servir de tribune à toutes les voix par lesquelles la société canadienne s'exprime et se fait connaître. Les émissions d'information n'apportent pas la sécurité, mais en accordant

ideas. The active presence of a variety of citizens can obviously add an important dimension to the communication process in certain cases. The immediate presence of members of the audience, whether they are actually in the studio or in direct contact with one another by "phone-in", permits an exchange of points of view. Their presence in this way, eliminating intermediaries, creates a genuine dialogue between broadcaster and audience.

This is a relatively new development in broadcasting and the CBC wants to participate in a way which corresponds to its role as the national broadcasting service. It would like to use its networks increasingly to put people in different parts of the country in touch with one another and, by so doing, permit them to carry on a continuing discussion of questions that concern them. While the Corporation is very conscious of the problems which accompany such public participation in its information broadcasts, it considers that the advantages of such participation outweigh the risks.

In the CBC's English service the most noteworthy phone-in program is the Sunday radio feature CROSS-COUNTRY CHECK-UP and its summer replacement SUMMER SWITCHBOARD. The regular current affairs programs AS IT HAPPENS and RADIO FREE FRIDAY on the radio network usually incorporate a "phone-out" and, for special topics, the lines are thrown open for audience phone-ins. The French service makes use of the phone-in technique fairly extensively in such radio network features as PRÉSENT À L'ÉCOUTE, TEL QUEL, PÈRE LEGAULT and DIALOGUE.

à des pensées différentes l'occasion de se manifester, à des voix dissidentes de se faire entendre, elles offrent au public de quoi faire un choix à la fois libre et bien fondé.

Quand elle accueille les voix minoritaires, Radio-Canada ne fonde pas exclusivement son évaluation sur les effectifs qu'elles représentent, mais sur le sens actuel ou éventuel du témoignage qu'elles véhiculent. Tout en reconnaissant la valeur des opinions minoritaires, elle n'en cherche pas moins à évaluer dans quelle mesure ces opinions sont véritablement représentatives et non pas simplement le fait d'originaux.

4^o L'opinion publique

Radio-Canada a depuis toujours pour principe de refléter la pensée, le style et le milieu du peuple canadien. Implicitement, c'est là affirmer qu'elle doit suivre l'opinion publique et non l'orienter, c'est peut-être trop simplifier les choses, car elle doit faire un peu les deux. Certes, Radio-Canada ne doit pas inventer de problèmes, mais ce serait s'illusionner que de ne pas reconnaître que des émissions peuvent amener les gens à examiner certaines questions de plus près qu'ils ne le feraient autrement sans les avoir vues ou entendues. En ce sens, on peut dire que l'opinion publique est orientée, c'est-à-dire amenée à s'arrêter sur certaines questions, mais non pas à tirer des conclusions. C'est là que Radio-Canada a une grave responsabilité, celle d'évaluer quelles questions sont suffisamment importantes pour justifier la force persuasive inhérente à leur diffusion, notamment par la télévision, et celle de se méfier de toute exagération ou distorsion de la réalité.

IV. SOME ETHICAL QUESTIONS

1. Freedom of the Press

Sir William Haley, former Editor of the London Times and Director-General of the BBC, recently completed a study on the mass media and particularly broadcast journalism, in which he said that journalism "is the life-blood of democracy. Without free, full and uncontaminated information about all things that matter", he said, "the people have no sound means of making choices and deciding." *

The need for courageous, honest and fair journalism is becoming ever more important in broadcasting. In Canada and elsewhere people are increasingly coming to rely more on television than on other media for their information. It seems likely that this trend will continue and that the majority which already relies primarily on television for information will increase substantially.

All this means that the television journalist has a grave responsibility to give meaning in practice to such phrases as "free, full and uncontaminated information" and "courageous, honest and fair journalism". The men in charge of the CBC English and French national newscasts at 11:00 p.m. are among the most important editors in Canada today. They are speaking to over two million people on an average week-night. The old days of the "rip-and-read" approach to broadcast journalism have long disappeared and today's broadcast journalists must be among the best and most responsible in the country and close witnesses to history in Canada and the world at large. That is why the CBC maintains the largest foreign operation of any news organization in Canada and has such a large group of editors and correspondents from coast to coast. It is absolutely necessary for the journalist to be where the action is, for you can't talk

* "Survey of Broadcast Journalism 1968-69", prepared by Columbia University and Alfred I. Dupont Group.

Considérant les exigences que lui impose la Loi sur la radiodiffusion, peut-on douter que Radio-Canada doive amener le public à examiner attentivement les questions relatives à la réalité canadienne? C'est ce qui s'est fait au début de la « révolution tranquille » du Québec : par ses émissions, Radio-Canada a attiré l'attention sur la marée montante de nationalisme et de mécontentement dans la province. La Société ne saurait remplir son mandat sans pousser les Canadiens à examiner les problèmes authentiques et graves de toutes les parties du Canada, et à se faire une idée plus claire et plus logique des problèmes politiques, économiques et sociaux qu'ils devront affronter dans un milieu soumis à une évolution vertigineuse. Il s'agit d'un rôle actif et non passif, d'un rôle plein d'élan vital et non inerte.

Les émissions d'enquête ou de recherche révèlent un autre aspect dans le même ordre d'idées. Ainsi, il arrive parfois que le public ignore tout d'une question, par exemple de la pollution du milieu ou des cas d'injustice apparente, jusqu'à ce qu'une émission attire expressément son attention sur les faits. Les questions de ce genre doivent être présentées avec fidélité et honnêteté, mais la raison d'être de ces émissions d'enquête, c'est de porter la question sur la place publique.

De nos jours, l'information a éclaté et pris de telles proportions qu'il nous faut des ordinateurs pour classer les faits dans des mémoires et les repérer quand nous en avons besoin. La prolifération de l'information, des domaines d'intérêt public, impose au journalisme électronique l'obligation de multiplier les reportages originaux, les reportages d'enquête et de recherches et les analyses. Le fait

about what you don't know any more than you can come back from where you haven't been.

From all this it is obvious that the Corporation firmly supports the principle of freedom of the press, as being essential to a free and democratic society. We are not in favor of a rigid channeling of official information and support the sort of journalistic initiative that encourages reporters to pursue all varieties of contacts and sources of information.

2. The Right to Know vs. the Right to Privacy

The CBC recognizes, of course, that the right to know is not unlimited as, for instance, in matters of national security. While in Canada no legal "right of privacy" as such exists with regard to broadcasting, nevertheless, in the Province of Quebec the defamation laws require that legitimate public interest be demonstrable and courts in the common law provinces may also interpret libel and criminal defamation laws in this direction. Apart from such legal limitations as libel, defamation, slander, trespass, etc., the Corporation must give due weight to considerations of good taste and propriety where the need to know conflicts with the claims of privacy.

A corollary to this is the confidentiality of a journalist's sources of information. The Corporation strongly believes in freedom of information and considers the necessity for the journalist to protect his sources of information to be an important element in the democratic process. In Canada, however, this is not enshrined as a legal right and in certain circumstances, especially where crime is concerned and in matters affecting public safety, the courts may require a person to reveal his sources of information. In such cases the Corporation cannot advise an employee to refuse an order of the court. Counsel for the

d'associer au reportage des faits une analyse qui les situe dans un contexte peut faire naître des inquiétudes. Et pourtant, il est parfois indispensable, en rendant compte d'un événement, d'une situation ou d'une déclaration de principe, que le journaliste fasse état des circonstances dont ils découlent et peut-être en signale quelques conséquences. Sans cette articulation de l'ossature des faits, le téléspectateur, le lecteur ou l'auditeur est privé d'une bonne partie de leur sens, donc mal servi. Il se passe tellement de choses dans le monde que les gens comptent de plus en plus sur le journaliste pour situer les événements dans leur contexte, les analyser et en tirer les conséquences. Supprimer ces ramifications indispensables, c'est condamner le journalisme à la stérilité, c'est aussi fausser la réalité des faits rapportés.

Il reste que toute interprétation, toute analyse, est soumise à une restriction majeure. Aucun journaliste de Radio-Canada ne doit, dans ses reportages, exprimer d'opinion personnelle favorable ou contraire à une personne, un mouvement, une politique. Le faire détruirait à la longue sa réputation d'observateur impartial et renseigné. Le reporter qui se fait le champion d'une cause, si bien intentionné soit-il, compromet gravement sa valeur professionnelle auprès du public et de Radio-Canada. Il peut rapporter les faits, les situer dans leur contexte, les expliquer, les analyser, mais il doit toujours s'abstenir d'exprimer une opinion.

5^o Participation aux émissions

Lorsque la radiotélévision se voue à l'information, elle a ce privilège de pouvoir engendrer une participation du public aux échanges

Corporation might, however, urge the court to weigh the public interest carefully before issuing an order to break journalistic confidence or, if the order is issued, request that the hearing be in camera.

The Corporation would normally take the position that any disclosure of the identity of an anonymous interviewee would be made only as a result of proper legal process. In cases involving danger to public safety, however, the Corporation itself would take the initiative to ensure that the proper authorities were immediately notified.

The whole question of protection of journalistic sources of information raises a number of sensitive and important problems the legal implications of which might well be made a matter for further public study.

3. Objectivity

We accept the definition which the dictionary gives for objectivity: "the quality of a thing which exists independently of the mind". But we know, too, that as soon as anyone turns away from the objective reality of a thing to make it a possession of his consciousness for the purpose of informing someone else about it, he alters the reality of it. The objective character of a thing is filtered to a greater or lesser extent through the personality of the observer. Recognizing this limitation we consider that the journalist who will come closest to reproducing the essential reality of a news event is the one who, assuming equal professional competence, tries hardest not to falsify, enlarge, reduce or distort it.

Accordingly, the CBC expects from its news staff an objectivity which is optimal rather than absolute. It goes without saying that the objectivity of a reporter will not be the same as that of an editorial

d'idées. La présence active de citoyens de diverses couches sociales aux émissions d'information donne évidemment à la communication toute sa dimension en certains cas. La présence immédiate des interlocuteurs, qu'ils soient en présence les uns des autres en studio ou en contact direct par téléphone, leur permet d'échanger des points de vue; elle stimule, par l'élimination d'intermédiaires, un dialogue véritable entre la radiotélévision et son auditoire.

Il s'agit d'une technique assez récente et, à cet égard, Radio-Canada veut jouer le rôle qui lui est dévolu comme entreprise nationale de radiotélévision et mettre en contact à travers ses réseaux les citoyens de toutes les régions du pays, leur permettant par là un échange continu d'opinions sur toutes les réalités qui les intéressent. La Société est très consciente des dangers que comporte pareille participation. mais elle estime que les avantages en dépassent de beaucoup les risques. Elle a donc l'intention d'intensifier son activité dans ce sens, tout en prenant toutes les précautions voulues contre les risques inhérents à cette technique.

Au réseau radiophonique de langue anglaise, la principale émission de ce genre est l'émission dominicale CROSS-COUNTRY CHECK-UP (remplacée l'été par SUMMER SWITCH BOARD). Il y a aussi les émissions d'affaires publiques AS IT HAPPENS et RADIO FREE FRIDAY où, le sujet s'y prêtant. il arrive qu'on intercale des séquences au cours desquelles l'auditoire peut téléphoner aux studios. Au réseau français, cette technique est plus en vogue, notamment dans le cas des émissions PRÉSENT À L'ÉCOUTE, TEL QUEL, LE PÈRE LEGAULT et DIALOGUE.

writer. The reporter is obviously obliged to strive for a maximum of subjective detachment from the events, the opinions and the people which constitute the news. It is precisely his capacity to achieve this detachment which makes his account of the event as objective as possible. The editorial writer or commentator, on the other hand, is by definition engaged in passing judgment on the news event.

The CBC, because of its character as a publicly-owned enterprise, never adopts as its own the opinions of the many editorialists or commentators whom it invites to articulate the various shades of current opinion on a given subject. It only asks that this free comment be responsible and based on accurate information.

4. Sensationalism

It is the nature of journalism to look for novelty and to cap it with an attention-getting headline. But this search for the new carries with it the danger of falling into sensationalism, the exploitation of subordinate news values because of their piquancy, be they morbid, scandalous or whatever.

Good electronic journalism is very difficult; the very nature of the medium increases the difficulty. The most obvious difficulty is the increased value which the television screen gives to the spectacular, a quality which is present in news as well as in entertainment broadcasts. The tendency of this quality of the spectacular is to make the form of an event on camera assume a greater importance than the event itself.

Electronic reporting has at its disposal only a front page to tell what has happened. This limitation imposes difficult choices and at the same time the dynamics of the medium favor those choices which

IV. QUELQUES QUESTIONS D'ORDRE MORAL

1^o Liberté de la presse

Sir William Haley, ancien rédacteur du London Times et directeur général de la BBC, a fait il y a quelque temps une étude sur les organes d'information de masse, notamment le journalisme électronique. Il y affirme que le journalisme est « l'élan vital de la démocratie. Faute de renseignements authentiques, complets et intacts concernant les choses qui importent, le peuple n'a pas les éléments voulus pour faire un choix ou prendre une décision¹. »

La radiotélévision a de plus en plus besoin de journalisme hardi, honnête et juste. Au Canada comme ailleurs, c'est vers la télévision plutôt que tout autre organe que les gens se tournent en nombre croissant pour se renseigner. Il semble que cette tendance va s'accentuer et que le nombre de ceux qui -- ils sont la majorité -- s'en remettent à la télévision va augmenter considérablement.

C'est donc dire qu'au journaliste de la télévision incombe la grave responsabilité de donner un sens, dans la pratique, à des expressions comme « renseignements authentiques, complets et intacts » au « journalisme hardi, honnête et juste ». Les responsables d'édition des téléjournaux anglais et français de 23 h sont **parmi les rédacteurs**

1. Survey of Broadcast Journalism 1968-69, document publié par la Columbia University et le Alfred I. Dupont Group.

will make the best visual presentation. Thus, an event which provides a striking picture tends to have a built-in advantage over an important opinion which may have little or no pictorial value. The nature of the medium encourages such inflation.

It is because broadcast news is always, in effect, front-page news that the CBC has numerous "pages" of other information broadcasts which permit a backgrounding and examination in depth of current events. Even in such broadcasts there is always a danger of choosing or treating subjects more for their visual appeal than for their inherent value, of confrontation for the sake of confrontation, of the exploitation of "personalities" and exhibitionists. Once again, the Corporation must depend on the integrity and good judgment of its information staff, working within the general guidelines of Corporation policy, to avoid the ever-present temptations of sensationalism.

5. TV Coverage As a "News-making" Element

It has been alleged that the presence of television cameras in situations of public confrontation and potential violence has a provocative effect. The riots surrounding the 1968 Democratic Party Convention in Chicago are often cited as a case in point. But, there is also evidence that in some situations the presence of television cameras has in fact a moderating effect on violent incidents. Certainly, it would be difficult to make a general case that in Canada the presence of television cameras "makes news".

There is always a risk that individuals or groups will react to the presence of television cameras by trying to advance causes or exploit grievances. It is necessary for broadcasters to bear this risk in mind

en chef les plus écoutés au Canada aujourd'hui. Ils s'adressent à plus de deux millions de Canadiens tous les soirs. Le temps est révolu où le journaliste se bornait à donner lecture des dépêches arrachées au téléscrip- teur; les journalistes électroniques d'aujourd'hui doivent se classer au nombre des meilleurs et des plus dignes de confiance du pays et être témoins immédiats de l'histoire. C'est pourquoi Radio-Canada compte plus de correspondants à l'étranger que tout autre organisme canadien de nouvelles et un si grand nombre de rédacteurs et de correspondants d'un océan à l'autre. Il est de souveraine importance que le journaliste soit sur place pour savoir ce qui se passe et en parler en connaissance de cause.

De tout ce qui précède, il ressort nettement que Radio-Canada appuie d'emblée la liberté de la presse et la juge indispensable dans une société libre et démocratique. Nous ne nous prononçons pas pour l'acheminement contrôlé de l'information officielle et nous encourageons l'initiative journalistique qui engage les reporters à recourir à toutes sortes de contacts et de sources d'information.

2^o Le droit d'être informé contre le droit au respect de la vie privée

Radio-Canada reconnaît, bien sûr, que le droit d'être informé a des limites, par exemple, en matière de sécurité nationale. En radiodiffusion, le droit à la protection de la vie privée n'a aucun fondement légal au Canada; néanmoins, dans la province de Québec, la loi sur la diffamation exige qu'on puisse prouver l'existence d'un intérêt public légitime, et les tribunaux des provinces soumises au régime du droit coutumier peuvent aussi interpréter en ce sens les lois sur les propos et écrits diffamatoires. Indépendamment des contraintes juridiques (propos et écrits

and to take what precautions they can to offset it. The Corporation must take pains while filming explosive situations in Canada and elsewhere to prevent the presence of its cameras from affecting the course of the events covered.

People are news-makers. To the extent, therefore, that people, both in public and private life, want to take advantage of the television camera to express views or make accusations or draw the public's attention to a variety of matters, the very presence of the camera has an unavoidable news-making value. The same problem exists for the newspaper reporter with pencil and paper but, television being what it is, the problem is much more acute in the electronic medium.

diffamatoires, actions en dommages-intérêts, etc.), la Société doit tenir compte des règles du bon goût et de la bienséance lorsqu'il y a conflit entre le besoin d'être informé et le droit au respect de la vie privée.

Se greffe sur ce droit, le droit au secret professionnel. La Société croit fermement en la liberté de l'information et considère que le droit, pour le journaliste, de ne pas dévoiler ses sources d'information est un élément important de la démocratie. Au Canada, toutefois, ce privilège n'est pas reconnu par la loi et, dans certains cas, notamment s'il s'agit d'un crime ou de la sécurité publique, les tribunaux peuvent enjoindre à une personne de révéler les sources de son information. Le cas échéant, la Société ne pourrait pas conseiller à un journaliste de ne pas obtempérer. Le conseiller juridique de la Société pourrait toutefois prier le tribunal de bien peser l'intérêt public avant d'ordonner au journaliste de violer le secret professionnel ou bien, si l'ordonnance est lancée, demander le huis clos.

Règle générale, la Société mettrait comme condition à la divulgation de l'identité d'une personne anonyme interviewée, que ce soit fait dans les formes juridiques. Dans les cas où la sécurité publique serait menacée, cependant, la Société prendrait elle-même l'initiative de transmettre sans tarder le signalement de l'intéressé aux autorités compétentes.

Toute cette question du secret professionnel des journalistes soulève des problèmes à la fois délicats et graves, dont il conviendrait peut-être d'examiner les répercussions juridiques en séance publique.

V. PRIORITIES AND PROBLEMS

1. The Place of Information in CBC Programming

The 1968 Broadcasting Act says that the national service is to be "a balanced service of information, enlightenment and entertainment for people of different ages, interests and tastes covering the whole range of programming in fair proportion". The same Section of the Act (Section 2) speaks of

- the right to freedom of expression;
- programming which should provide reasonable, balanced opportunity for the expression of differing views on matters of public concern;
- a national service serving the special needs of geographic regions and actively contributing to the flow and exchange of cultural and regional information and entertainment;
- the development of national unity and the expression of Canadian identity.

It is probably fair to say that Parliament and the public have always expected information broadcasts to have a high priority among the programming objectives of the CBC. Thus, for instance, we find the Fowler Committee Report of 1965 saying (page 4), "The Canadian broadcasting system.....should, as one of its central purposes, bring news and information to as many Canadians as it can physically reach and the news it provides should be immediate, accurate and dispassionate".

Over the years the CBC has generally given a high priority to news in its program output. As well, it has tended to broaden the flow of information into other program areas than those of news and current affairs. The mass media are facing today a situation in which such important sectors of life as religion, women's interests, rural life, the arts and sciences, labor and business, and the world of the young are

3^o Objectivité

Pour nous, la définition du dictionnaire suffit : qualité de ce qui existe indépendamment de l'esprit. Cependant, nous savons aussi que dès que quelqu'un, après avoir pris connaissance d'une réalité, s'en détourne en vue d'en informer un autre, il altère forcément cette réalité. Le caractère objectif d'un objet est marqué, plus ou moins, par la personnalité de l'observateur. Consciente de cette limite, Radio-Canada estime que le journaliste qui réussira le mieux à cerner l'essentiel d'un événement est celui qui, selon son degré de compétence, s'emploie le mieux à ne pas la trahir, l'amplifier, la réduire ou la gauchir.

Radio-Canada attend donc des responsables de l'information une objectivité optimale, mais non absolue. Il va de soi que l'objectivité du reporter ne sera pas celle de l'éditorialiste. Le reporter doit évidemment tendre à un haut degré de désengagement subjectif vis-à-vis des événements, des opinions ou des hommes qui font l'actualité. C'est précisément la mesure où il y réussira qui lui permet de donner un compte rendu aussi objectif que possible de l'actualité. L'éditorialiste, par définition, porte un jugement sur cette actualité.

Radio-Canada cependant, de par sa nature d'entreprise publique, ne fait jamais siennes les opinions des nombreux éditorialistes ou commentateurs auxquels elle fait appel pour rendre compte des diverses opinions qui ont cours sur les divers sujets d'actualité. Elle exige seulement que ces commentaires soient sérieux et qu'ils s'appuient sur une information de tout repos.

playing an increasingly important news role. News events in all these areas are becoming more and more numerous and striking and they call for reporting and commentary in a variety of forms.

This proliferation and diversity of news makes both more necessary and more difficult the coordination of the numerous information broadcasts on CBC television and radio. It poses problems in the selection and competence of staff and in their assignment to specialized information areas. It poses also problems of no less importance in the choice of free lance reporters, researchers, archivists and of panelists and commentators.

2. Sources of Information

In addition to the news-gathering resources of its own News Service, the CBC subscribes to all the regular news agencies for copy material to serve both radio and television. These include Canadian Press, Reuters, Associated Press, United Press International, Agence France Presse, Visnews and Telbec. An important source of news material for CBC English networks are the long-standing agreements with the two major U.S. networks, NBC and CBS, for access to material from their network news programs.

Programs and program inserts in the area of current affairs and information broadcasting generally come to the Corporation also through exchange or cooperative arrangements with other broadcasters and broadcasting groups. Thus, La Communauté Radiophonique de Langue Française, of which the CBC is a member, is an important source of information programming for our French networks. As well, the Corporation is a member of Intertel, an international broadcasting cooperative to produce

4^o Sensationalisme

C'est la règle du journalisme que d'aller chercher la nouvelle, de la coiffer d'une manchette qui va retenir l'attention. Dans cette recherche de la nouvelle comme dans sa présentation, il est aisé de tomber dans le sensationalisme, qui est souvent synonyme d'exploitation d'intérêts morbides ou secondaires.

L'exploitation de l'événement dans le journalisme électronique pose un problème fort délicat, la nature même de la technique de diffusion y étant pour beaucoup. La difficulté vient de ce que la valeur du spectaculaire s'intensifie au petit écran, aussi bien à l'émission de variétés qu'à celle d'information; devant la caméra la forme de l'événement prend souvent plus d'importance que le fond.

Le journalisme électronique n'a qu'une seule première page dans ses radio-téléjournaux pour rendre compte de l'événement. Cette contrainte rend les choix difficiles, d'autant plus que la technique même du métier porte à choisir ce qui donnera un rendement visuel optimal à l'écran. Ainsi, retiendra-t-on davantage une image percutante qu'une opinion profonde, la nature de la diffusion imposant ce genre d'inflation.

C'est en partie pour ajouter à une première page trop limitée de son journal télévisé que Radio-Canada a de nombreuses « à la une » en affaires publiques, permettant d'examiner l'événement en profondeur. Même là cependant il y a toujours le danger de choisir ou de traiter les sujets plus en fonction de leur attrait visuel que pour leur valeur intrinsèque, de chercher la confrontation pour la confrontation, et d'exploiter les « personnalités » et les exhibitionnistes. Radio-Canada se repose encore ici sur le bon goût et le bon jugement de tous ses artisans de l'information pour éviter de donner dans le piège du sensationalisme.

documentary programs of interest to its member organizations. Bilateral arrangements of long standing exist with the BBC in Britain and the French ORTF which represent a significant source of programming for our English and French networks.

For reasons of proximity and volume, the major American agencies and networks are the most inexpensive and efficient source of foreign news coverage in English. The dangers inherent in over-dependance upon American sources are obvious and must be offset. One example of the Corporation's effort to develop other English-language sources was its participation as a founding member in the formation of a Commonwealth newsfilm agency about ten years ago. This agency, now known as Visnews, has developed into the leading newsfilm distributing organization in the world, serving almost every country that now has television. It is hoped that as the transmission of news coverage by space satellite becomes feasible on a routine daily basis the usefulness of Visnews, now somewhat limited by film shipping delays, will increase.

Probably the single most important move towards getting foreign coverage from non-U.S. sources has been the development of CBC News bureaus in major foreign centres. At present the Corporation has correspondents for both its English and French services in Washington, London and Paris, for its English service in Moscow and Hong Kong and for its French service in New York. CBC News correspondents based in these areas, supplemented by stringer (free lance) arrangements in some other major centres, provide a continuing flow of world news coverage seen through Canadian eyes and set in the context of Canadian interests.

5° Le reportage télévisé : générateur de nouvelles

On a prétendu que la présence des caméras de télévision incite à la provocation dans des circonstances où le public s'affronte ou qu'il y a risque de violence. On invoque souvent comme preuve à l'appui les émeutes qui ont marqué le congrès des Démocrates à Chicago en 1968. Mais, il est aussi avéré, par contre, que la présence des caméras de télévision, en certaines circonstances, a effectivement exercé une action modératrice sur des incidents ponctués par la violence. Il serait certes difficile de généraliser et de dire qu'au Canada la présence des caméras de télévision provoque l'événement.

Il y a toujours danger que des particuliers ou des groupes profitent de la présence des caméras de télévision pour chercher à promouvoir une cause ou à exploiter un grief. Les gens de radiotélévision se doivent de ne pas le perdre de vue et de prendre toutes les précautions voulues pour y parer. La Société doit se donner du mal, lors du tournage de certaines situations explosives au Canada et dans d'autres pays, pour empêcher que la présence de ses caméras influe sur le cours des événements.

Les gens font la nouvelle. Tant que les gens, dans la vie publique ou privée, cherchent à mettre à profit le petit écran pour exprimer leurs vues, lancer des accusations ou attirer l'attention du monde sur toutes sortes de questions, la présence même des caméras de télévision engendrera la nouvelle. Le reporter de journal qui se présente crayon à la main produit la même psychose, mais le phénomène est beaucoup plus marqué dans le journalisme électronique, la télévision étant ce qu'elle est.

In Canada itself the major news source has heretofore been the Canadian Press news agency, the co-operative owned by the daily newspapers. C.P. does operate a radio news service - Broadcast News - but does not provide film coverage for television. In recent years the CBC has had to develop newsrooms in all parts of the country to provide local and regional coverage for its own radio and television stations. As well, it has had to provide national coverage, particularly in television, from Ottawa and elsewhere for its network news programs and for distribution to CBC newsrooms across the country.

This development of regional newsrooms and of the reporting system to back them up has been, as might be expected, more a function of our English News Service than of our French. However, the French network maintains correspondents in Vancouver, Winnipeg, Toronto and Moncton, as well as at Montreal, Quebec and Ottawa. These regular correspondents are supplemented by free lance reporters in different cities and regions.

It must be emphasized that the needs of CBC television and radio news programming can no longer be met solely from news agency sources. Increasingly much of the coverage has to be provided from CBC resources in Ottawa and throughout the country.

Finally, it should be added that the CBC provides extensive coverage in both English and French from its own resources of such major events as political conventions, constitutional conferences, state occasions, major sports events, and so on.

3. Technical Limitations and Possibilities

Man may have his limits but technology seems to have none. It is always in advance and demands a continual catching up. Broadcast

V. PRIORITÉS ET PROBLÈMES

1^o La place de l'information dans les programmes de Radio-Canada

Aux termes de la Loi de 1968 sur la radiodiffusion, le service national doit « être un service équilibré qui renseigne, éclaire et divertisse des personnes de tous âges, aux intérêts et aux goûts divers, et qui offre une répartition équitable de toute la gamme de la programmation ». Dans le même article (Art. 2), il est question

- du droit à la liberté d'expression,
- d'une programmation qui doit fournir la possibilité raisonnable et équilibrée d'exprimer des vues différentes sur des sujets qui préoccupent le public,
- d'un service national répondant aux besoins particuliers de diverses régions et contribuant activement à la fourniture et à l'échange d'informations et de divertissements d'ordre culturel et régional.
- du développement de l'unité nationale et de l'expression de la réalité canadienne.

Nous pensons qu'il va sans dire que le Parlement et le public se sont toujours attendus à ce que les émissions d'information occupent une place de tout premier plan dans la programmation de la Société. Ainsi, le Comité Fowler, dans son rapport de 1965 (page 4) déclare « la radiodiffusion canadienne ... devrait procurer des informations et des commentaires à autant de canadiens qu'elle peut atteindre et ces informations devraient être données rapidement, avec précision et impartialité ».

journalism is still far from exploiting all the technical resources that broadcasting technology places at its disposal; it is prevented from doing so by the socio-cultural limitations which the mass media impose and which it does not know how to overcome. Nevertheless, if we compare a television newscast of fifteen years ago with one of today we can easily see that pictorial journalism, even if it has not been able to exploit the medium completely, has certainly broken free from the influence of written and oral journalism and has established its own identity and dynamic.

Radio is at its best where mobility, flexibility and instantaneity are required. It can be present sooner at a news event and report on it without delay, but it takes second place to television as soon as the latter is able to bring its greater but more cumbersome and costly resources to bear.

The greater the event to be covered, the more significant become the vividness and impact which television can bring to the report of it and the less significant become the cumbersomeness and cost which are electronic journalism's major handicaps. Consider for a moment the phenomenal impact of a feat unimaginable ten years ago, the direct telecast of man's first steps on the moon. Technology can claim the credit for this spectacular achievement of electronic journalism. We do not yet know where this technology will lead the news, whether television will in time be able, as radio is, to overcome distances, to go quickly to the heart of men and events. Certainly, to the extent that it does it will force on the other mass media a further redefinition of their roles.

It is its technological versatility which is at once the strength and the weakness of electronic journalism.

Depuis sa fondation, les informations ont toujours occupé une place de choix dans les programmes de Radio-Canada, et cette dernière a également cherché à faire déborder l'information dans des émissions autres que celles qui sont strictement consacrées aux nouvelles et aux actualités. Vu l'importance que prend actuellement l'information dans la programmation de la Société, il convient de la mettre en relief. Il importe cependant de retenir que, dans les circonstances actuelles, les techniques de diffusion de masse travaillent aujourd'hui dans un milieu où de nombreuses questions importantes -- religion, activités féminines, affaires rurales, arts et sciences, industrie et main-d'oeuvre, et le « monde » des jeunes -- sont de plus en plus à l'avant-scène de l'actualité. Les événements marquants dans ces domaines foisonnent et les reportages et commentaires se doivent d'assumer des formes diverses.

La coordination des émissions d'information diffusées par la radio et la télévision devient de plus en plus nécessaire et de plus en plus difficile du fait de la multiplicité et de la diversité des nouvelles. Cela soulève des difficultés de choix, de compétence et d'affectation du personnel aux divers domaines de l'information, difficultés qui se répercutent avec tout autant d'acuité dans le choix des reporters pigistes, chercheurs, documentalistes, jurys et commentateurs.

2^o Sources d'informations

Pour compléter les ressources de son propre Service d'information, Radio-Canada est abonnée à toutes les grandes agences de presse -- dont la Canadian Press, Reuters, l'Associated Press, l'United Press International, l'Agence France Presse, Visnews et Telbec -- qui alimentent la radio et la

4. Competition

In the public mind the Corporation's information programs are certainly judged on a competitive basis and published surveys of audience attraction encourage a highly competitive situation. The competitive aspect is more sharply defined in television because there is a competing English network and because television serves a much larger audience. CBC television news has always been strongly competitive and the reputation of the News Service is well established with the viewing audience. The Corporation has over the years endeavoured to encourage development of the local news operations of its private affiliates by giving them access to syndicated news feeds.

There is no competitive second network in radio and the Corporation's emphasis in its radio news and information programming has tended to be regional and national, rather than local. Where there are local radio operations the CBC news product, because of these national and regional obligations, is frequently at a competitive disadvantage.

The obligations laid upon the CBC by the Broadcasting Act and by the Corporation's interpretation of it are not always compatible with the most popular programs from a competitive point of view but they are part of the Corporation's mandate. Thus, a substantial program effort must be devoted to increasing mutual understanding among the different parts of Canada, which calls for an improved reflection of regional interests on the national networks, particularly television - either through regional productions or through productions made by the network centres.

As a public corporation the CBC considers that it must take particular care to give a reasonable amount of program time to the

télévision. Grâce aussi à des accords de longue date, les réseaux anglais puisent beaucoup d'informations dans les bulletins de deux grands réseaux américains, la NBC et le CBS.

Des accords d'échange ou de collaboration conclus avec d'autres radiodiffusions ou associations de radiodiffusion assurent aussi à Radio-Canada des émissions ou des éléments d'émission. Ainsi, la Communauté radiophonique de langue française, dont Radio-Canada est membre, constitue pour le réseau français une source abondante d'émissions d'information. Elle adhère aussi à Intertel, coopérative internationale de production d'émissions à l'intention de ses membres. Enfin, des accords passés de longue date avec la BBC et l'ORTF, apportent de nombreuses émissions à ses réseaux anglais et français.

Étant donné leur proximité et le volume des informations qu'ils nous passent, les grandes agences de presse et les réseaux des États-Unis sont les sources les plus fécondes et les moins coûteuses pour les nouvelles étrangères en langue anglaise. On conçoit tout de suite les dangers inhérents à une dépendance trop grande envers les sources américaines, et il convient donc d'y parer. Comme exemple des initiatives prises par la Société pour diversifier ses sources de nouvelles en langue anglaise, citons sa participation, il y a quelque dix ans, en qualité de membre fondateur, à l'établissement d'une agence de nouvelles filmées pour le Commonwealth, la Visnews. C'est aujourd'hui la première agence de distribution d'actualités filmées dans le monde et elle dessert la presque totalité des pays dotés de la télévision. Nous espérons que l'utilité de la Visnews, limitée actuellement par les contraintes de l'expédition des films, s'accroîtra dès que la transmission d'actualités par satellite sera devenue une réalité quotidienne.

activities of all the established Canadian political parties, not just the major ones.

In order to provide a properly-balanced service, as it is required to do, the Corporation must try to ensure that all significant points of view on the issues of the day are brought to the audience. This obligation involves the scheduling of news commentary programs at times when they may be competitively disadvantageous. Again, CBC phone-in programs in both the English and French services deliberately seek to avoid one-sided treatment, to canvass a variety of opinions on the issue under discussion and to pursue it without bias. Similarly, in order to carry out its balanced-programming obligation, the Corporation has not hesitated, despite the competitive disadvantage of so doing, to schedule minority-appeal programming, such as series on the arts and social sciences, in prime-time periods.

That there exists an intrinsic difference between the public and private broadcasting services is implicit in the statement of the Broadcasting Act that, "Where any conflict arises between the objectives of the national broadcasting service and the interests of the private element of the Canadian broadcasting system, it shall be resolved in the public interest but paramount consideration shall be given to the objectives of the national broadcasting service". The Corporation should not as a general practice seek privileged status or priority in rights of access for news coverage, but it seems reasonable that the publicly-owned corporation, established by law to provide "a national broadcasting service", should have priority of access to state occasions, such as the Opening of Parliament and the Speech from the Throne, Royal occasions, etc. CBC coverage of such events and others of national importance is

Cependant, en établissant, dans les principales villes du monde. des bureaux de collecte des nouvelles, Radio-Canada a pris l'initiative la plus importante en vue d'obtenir des informations de source non américaine. A l'heure actuelle, les services anglais et français de la Société ont des correspondants à Washington, à Londres et à Paris, le service anglais en a un à Moscou et à Hong Kong et le service français un à New York. En plus de ces correspondants, Radio-Canada compte sur des pigistes, dans certains autres centres, qui lui assurent un flot continu de nouvelles du monde, présentées dans l'optique des Canadiens et en fonction des intérêts de notre pays.

Au Canada même, la principale source d'informations a été jusqu'ici la Canadian Press News Agency, coopérative formée par les quotidiens. La C.P. fournit des informations pour la radio -- Broadcast News --, mais non pas d'actualités filmées pour la télévision. Ces dernières années, Radio-Canada s'est donc vue contrainte d'ouvrir des salles de nouvelles dans les diverses régions du pays pour alimenter ses stations de radio et de télévision en nouvelles locales et régionales dont elle a besoin. Elle a dû également faire ses propres reportages nationaux, surtout pour la télévision, en provenance d'Ottawa ou d'ailleurs, qu'elle passe dans les téléjournaux de ses réseaux et qu'elle distribue à ses salles de nouvelles disséminées à travers le pays.

La mise en place de ses salles de nouvelles régionales, avec le réseau de reporters que cela implique, a pris plus d'envergure du côté anglais que du côté français. N'empêche que le réseau français a ses correspondants à Vancouver, à Winnipeg, à Toronto et à Moncton ainsi qu'à Montréal, Québec et Ottawa, et compte aussi sur des pigistes recrutés dans différentes villes et régions.

made available by the Corporation to networks and stations not affiliated with the CBC.

For other events of national importance, e.g., Constitutional Conferences, the pooling of coverage among Canadian networks and non-network stations is often an economical and clean-cut method of programming. Where the program approach of the parties concerned is at variance, pooling is, of course, impracticable.

In the case of special events of great importance taking place outside Canada (e.g., the moon journeys) legal, contractual and commercial considerations are likely to prevent the arranging of pool-feeds. The originating contracts, which are in the first instance made with third parties, e.g., the U.S. networks, preclude on-passing of the programs.

5. The Role of Advertising

Advertising considerations are not a dominant factor in the CBC's information programming. They do, however, play a significant part. Commercial revenues are an element in the overall budget of the Corporation and, therefore, in the funds that are allocated, within the budget, to information broadcasting. In this sense they can be said to have an indirect effect.

It is the policy of the Corporation not to permit sponsorship of information programs which deal with controversial matters. The CBC has traditionally considered that such programming should be free from all commercial associations. The same prohibition has not been applied, however, to information programs of a non-controversial nature. For example, the recent documentary, "Voyage to the Sea of Ice", on the

Rappelons encore que les agences de presse seules ne peuvent plus répondre aux exigences des services d'information de la radio et de la télévision. De plus en plus, la Société doit pourvoir elle-même à ses besoins, tant à Ottawa que dans les diverses régions du pays.

Enfin, signalons que Radio-Canada réalise des reportages très élaborés en langues anglaise et française, des principaux événements, tels que les congrès politiques, les conférences sur la constitution, les cérémonies officielles, les grands événements sportifs et ainsi de suite.

3° Limites et possibilités de la technique

Si l'homme a ses limites, la technique semble n'en pas avoir. C'est pourquoi elle est toujours en avance sur l'homme et l'oblige à de continuels rattrapages. Le journalisme parlé est encore loin d'exploiter toutes les ressources techniques que le génie électronique met à sa disposition; il est encore trop souvent aux prises avec les restrictions socio-culturelles auxquelles se heurte l'emploi des « mass media » et qu'il ne sait pas dépasser. Pourtant si nous faisons la comparaison du téléjournal d'il y a quinze ans avec celui d'aujourd'hui, nous constaterons facilement que ce journalisme de l'image, s'il n'arrive pas à en tirer tous les partis qu'offre ce moyen, s'est quand même dégagé des influences d'une presse écrite et parlée et a acquis une identité et une dynamique qui lui sont propres.

La radio excelle là où la mobilité, la souplesse, l'instantanéité sont de rigueur. Elle saura être présente à l'événement avant la télévision et en rendre compte sans délai, mais se fait distancer par cette dernière du moment que celle-ci peut y mettre le temps et y engager ses équipements encombrants et coûteux.

English television network was sponsored and spot commercials were inserted into programs covering the moon journeys.

A serious problem is raised whenever the Corporation seeks to react quickly to important events. To do so is a necessity. In such cases, and there are many of them in these eventful times, special programming must be inserted into the schedule, much of it in prime time and much of it by pre-empting sponsored programs. This often entails heavy commercial losses which must be compensated for either from within budgetary resources or by obtaining new revenues from advertising within the special programs themselves, where these are not controversial.

7. Credibility

Credibility in journalism is first and foremost the product of journalistic competence and honesty. In the field of electronic journalism, however, credibility is affected by the identification with the news of those who present it. In this connection Claude Ryan wrote in "Le Devoir" last fall: "In a newspaper you see only the written production of a person. This person can be ugly, unpleasing, undisciplined and vulgar; if he writes agreeably, and if he is capable of a minimum of restraint in what he writes, he can win public approval for a long time. But in radio, and even more in television, it is the complete man who is presented for the consideration of the public in conditions of immediacy that are infinitely more demanding". *

The magic of the electronic picture is such that each person tends, according to his own bent, to find in it what he wants to see.

* Le Devoir, October 24, 1969.

Pour les grandes actualités, le dynamisme et la spontanéité qu'ajoute une image au reportage sont en raison directe des inconvénients que présentent pour la télévision son coût et son encombrement. Qu'on songe au succès phénoménal d'une performance inimaginable il y a dix ans, la télévision en direct des premiers pas de l'homme sur la lune! La technique peut revendiquer le mérite de ce succès spectaculaire de notre journalisme moderne. Jusqu'où cette technique mènera-t-elle l'information? Arrivera-t-elle, à la télévision comme à la radio, à abolir les distances et à pénétrer au coeur même des hommes et des événements? Dans la mesure où elle y parviendra, elle obligera les autres moyens de communication de masse à redéfinir leur rôle. Ce sont donc les innombrables possibilités du journalisme électronique qui font à la fois sa force et sa faiblesse.

4^o Concurrence

Le public juge les émissions d'information de Radio-Canada en fonction de ce que font ses concurrents, et la publication des cotes d'écoute stimule la concurrence, d'autant plus évidente à la télévision qu'il existe un autre réseau anglais et que la télévision rejoint un vaste auditoire. Le téléjournal de Radio-Canada a toujours livré une forte concurrence et son Service des nouvelles s'est acquis une excellente réputation chez les téléspectateurs. La Société s'est efforcée d'encourager la diffusion de nouvelles locales par les stations privées qui lui sont affiliées en leur donnant accès à son circuit d'informations.

The picture, in effect, appeals directly to the feelings and plays on the emotions, drawing after it in a sort of wake the actual content of the message to be communicated which thus takes on a host of colorations according to the subjective attitudes of those who receive it. In passing through this emotional crucible, however, the picture loses nothing of its credibility or of its persuasive force; it is difficult not to believe one's eyes.

Since in electronic journalism the credibility of the news is closely allied to the image of those who present it, the CBC has the obligation to insist that its journalists protect their credibility as completely as possible. Thus, it asks them not to become publicly involved with any ideology or to work in support of any political party. Similarly, it asks them - and pays the price for it - not to identify themselves with any merchandising campaign which could suggest to the mind of the public a possible conflict of interest.

The so-called "credibility gap" between the mass media and the public is usually taken as a reflection on the performance of the media. However, it may equally reflect the fact that the public is becoming increasingly less credulous, more analytical in its approach to news, more likely to compare different reports of the same event. To the extent that this is so it is evidence of the greater sophistication of the audience resulting from the fact that news is available from a greater variety of sources than heretofore. To that extent the credibility gap is a healthy sign.

Aucun réseau de radio ne rivalise avec celui de Radio-Canada, dont les émissions d'information sont surtout régionales et nationales, sauf dans les villes où la Société exploite une station de radio et où ses obligations d'ordre national et régional lui nuisent souvent sur le plan de la concurrence.

La Loi sur la radiodiffusion et l'interprétation que Radio-Canada en donne imposent à la Société des obligations qui ne facilitent pas toujours la concurrence avec les émissions les plus en vogue. C'est ainsi qu'elle doit consacrer bon nombre d'émissions à faciliter la compréhension mutuelle entre les différentes régions du Canada, d'où la nécessité de chercher à mieux exprimer les intérêts régionaux sur ses réseaux nationaux, ceux de la télévision surtout, grâce à des émissions réalisées par les régions ou par les réseaux.

A titre d'organisme public, la Société juge qu'elle doit s'assurer avec soin de répartir les temps d'antenne à consacrer aux activités de tous nos partis politiques établis, et non pas seulement des principaux.

Pour assurer le service bien équilibré qu'on exige d'elle, la Société doit faire en sorte que tout point de vue important sur les questions d'actualité soit communiqué à son auditoire. Elle est ainsi contrainte de programmer des commentaires d'actualités dans des tranches de temps où ils risquent de faire piètre figure dans la compétition pour l'indice d'écoute. D'autre part, les émissions d'appels téléphoniques aux réseaux anglais et français de Radio-Canada cherchent délibérément à écarter les positions partiales, à recueillir une variété d'opinions

VI. INFORMATION STAFF

In choosing people for its information programming staff the Corporation looks for candidates who have a good general culture and, especially, a good background in the social sciences. It seeks people who have or seem likely to have a talent for electronic journalism, who adapt naturally to teamwork, who are endowed with flexibility, the spirit of research, a sense of responsibility and respect for other people. Above all, it looks for good judgment, intellectual honesty and impartiality because policies, however admirable in themselves, are only as good as the integrity and judgment of the people who must apply them.

In recent years an increasing number of candidates have come to the Corporation from a university background: social sciences, arts and law. Some of them arrive with previous experience in the written press and others have already acquired broadcasting skills at private stations. In general, it can be said that the qualifications of CBC staff in the area of information programming are rising steadily.

Starting with his basic knowledge and aptitudes, it is with his older colleagues and superiors that the CBC journalist masters his craft, just as does his confrere of the written press. The CBC is the basic school for its news and public affairs personnel.

In practice the training of staff is the responsibility of those who supervise and direct the information programming of the Corporation. It is their job to foster among the members of their team a knowledge of the news and public affairs policies of the CBC, an orientation that will encourage in the young journalist the idea of service to the public he must inform, and a progressive exposure to all aspects of information broadcasting. The need for constant adaptation is

sur la question à l'étude et à poursuivre la discussion sans parti pris. Par souci de remplir son obligation d'assurer une programmation équilibrée et malgré les désavantages que cela comportait sur le plan de la concurrence, la Société n'a pas hésité non plus à programmer des émissions qui n'ont d'attrait que pour des minorités, comme par exemple des séries sur les arts et les sciences sociales aux heures de grande écoute.

Qu'il existe une différence intrinsèque entre les services public et privé de radiodiffusion ressort du texte de la Loi sur la radiodiffusion, à savoir : « que, lorsqu'un conflit survient entre les objectifs du service national de radiodiffusion et les intérêts du secteur privé du système de la radiodiffusion canadienne, il soit résolu dans l'intérêt public mais qu'une importance primordiale soit accordée aux objectifs du service national de radiodiffusion ». La Société ne doit pas, de façon générale, exiger un traitement de faveur ou la priorité dans l'accès à l'événement, mais il semble raisonnable qu'étant un organisme public établi par la loi pour assurer « un service national de radiodiffusion », elle ait la priorité d'accès lors du reportage des événements officiels, comme l'ouverture du Parlement et le discours du Trône, les visites royales, etc. Radio-Canada offre aux stations non affiliées à ses réseaux ses reportages sur ces événements et les autres qui ont une importance nationale. Quant aux autres grands reportages, comme c'est le cas pour les conférences sur la constitution, le reportage en commun, par les stations canadiennes, affiliées ou non aux réseaux, est souvent une méthode de programmation économique et simple. Advenant qu'il y ait divergence dans la conception et la présentation de l'émission, la mise en commun devient alors impossible.

inherent in the broadcasting media, adaptation to such diverse activities as research, production, reporting, analysis, commentary, hosting and moderating of programs, and so on.

The CBC does not yet have formal training courses for its journalistic staff, though it offers them many opportunities to improve their craftsmanship. The expansion of staff to meet the needs of network expansion and of the growing multiplicity of subject areas to be covered in information broadcasting has prevented up to now the realization of the systematic training projects which the Corporation would like to initiate.

The Corporation assists employees taking approved courses at universities or other institutions by assuming a part of tuition or other fees. In certain cases also it approves study in other countries. But in the last analysis it is the variety of working assignments given to staff, the opportunity to perform in different geographic and social environments, that make the greatest contribution to staff training.

In his daily work the broadcast journalist is submerged by an avalanche of messages, events and facts. It is hard for him to know where to turn his head or to fix his attention. The rapidity and the number of demands on his attention force him to do work which is too often bitty, superficial and frustrating, work which at the same time calls for the assistance of collaborators in ever-greater numbers: researchers, documentalists, scriptwriters and others. Even if he is confident of his ground at the level of understanding of the news events involved, he must meet the exacting tests of immediate and accurate description, of impartial judgment and of the failures which occur in even the best technical facilities.

Lorsqu'il s'agit d'événements exceptionnels survenant à l'étranger (par exemple les voyages lunaires), la mise en commun est presque impossible par suite de complications d'ordre juridique, contractuel et commercial. Les contrats de retransmission sont d'ailleurs conclus avec des tiers, par exemple les réseaux américains, et interdisent la cession des émissions.

50 Le rôle de la publicité

Sans exercer une influence décisive sur les émissions d'information de Radio-Canada, la publicité y joue quand même un rôle important. Les recettes commerciales constituent un élément du budget général de la Société, et donc aussi des sommes affectées aux émissions d'information. Dans ce sens, on peut affirmer que la publicité exerce une influence indirecte.

La politique de la Société interdit la commandite des émissions d'information qui traitent de questions controversées. Radio-Canada a toujours tenu que ces émissions ne doivent avoir aucune résonance commerciale. L'interdiction ne frappe pas toutefois les émissions d'information ne prêtant pas à controverse : c'est ainsi que le documentaire Voyage to the Sea of Ice, diffusé dernièrement sur le réseau anglais de télévision, a été commandité et que des annonces-éclair ont été intercalées dans des reportages sur les voyages lunaires.

Un grave problème se pose lorsque la Société doit réagir rapidement aux événements importants, qui semblent se multiplier aujourd'hui.

VII. CONCLUSION

This brief has dealt with what seem to the Corporation to be matters of particular concern to the Special Senate Committee on Mass Media, having in mind its terms of reference. Many but not all of the areas of interest spelled out in the Committee's original Guidelines are covered here. Those which are not are subjects which either did not seem to have a central application to the CBC or which we felt might be more appropriately dealt with orally in our appearance before the Committee.

Our treatment of some topics has been cursory; to have dealt with every subject exhaustively would have extended our brief to the dimensions of a book. However, we have tried in each case to express the salient characteristics of the situation as the CBC sees it and has experienced it.

As this brief was going through the final stages of being readied for submission we received a long list of questions from the Committee based on its research and its hearings to date. As the Committee anticipated, these questions arrived too late for treatment in the present document. Indeed, to deal with them adequately would require a separate brief longer than the present one.

The CBC will, however, give careful consideration to these questions over the next few weeks with a view to making its appearance before the Committee in March contribute as fully as possible to the important national study which the Committee has undertaken.

Le cas échéant, elle doit insérer des émissions spéciales dans ses horaires, souvent aux heures de pointe et souvent à la place d'émissions commanditées. Il en résulte de lourdes pertes de recettes publicitaires qu'il faut compenser soit en puisant aux ressources budgétaires, soit en vendant de la publicité à l'intérieur même de l'émission spéciale, s'il n'y a pas matière à controverse.

6° Crédibilité

La crédibilité en information est d'abord et avant tout une affaire de compétence et d'honnêteté. En journalisme électronique cependant, la crédibilité a un caractère fragile du fait qu'on identifie à l'information ceux qui la véhiculent. Sur ce point, Claude Ryan écrivait dans le Devoir (automne 1969) : « Dans un journal, vous ne voyez que la production écrite d'une personne. Cette personne peut être laide, déplaisante, indisciplinée, vulgaire : si elle écrit agréablement, et qu'elle soit capable d'un minimum d'ascèse dans sa production écrite, elle peut être longtemps appréciée du public. A la radio et surtout à la télévision, c'est l'homme entier qui est livré à l'attention du public dans des conditions d'immédiateté infiniment plus exigeantes¹. »

A cause de la magie de l'image électronique, chacun y trouve son profit selon ce qu'il est, selon ce qu'il veut y voir. L'image, en effet, s'adresse directement à l'affectivité, joue sur les émotions, entraîne dans une sorte de tourbillon le contenu du message qui se trouve livré aux influences les plus diverses, selon les dispositions de celui qui

1. Le Devoir. 24 octobre 1969.

le reçoit. En passant par le creuset de l'émotion, l'image ne perd pourtant rien de sa crédibilité et de sa force de persuasion. Il est difficile de ne pas croire à ce que l'on voit.

Vu qu'en journalisme électronique la crédibilité de l'information passe à travers l'image de ceux qui la présentent, Radio-Canada se doit d'inciter ses journalistes à protéger au mieux cette crédibilité. Aussi les invite-t-elle à ne s'engager publiquement dans aucune idéologie ou à ne militer en faveur d'aucun parti politique, comme elle peut leur recommander parfois -- et en payer le prix -- de ne s'identifier à aucune promotion commerciale qui pourrait créer dans l'esprit du public quelque conflit d'intérêt que ce soit.

On a pris l'habitude d'imputer aux techniques de diffusion de masse la responsabilité entière du déclin de leur crédibilité auprès du public. Il se peut cependant qu'il faille l'attribuer en partie au fait que le public, devenu de moins en moins crédule, accueille les informations avec un esprit d'analyse plus affiné qu'autrefois, qui le pousse à comparer les divers comptes rendus du même événement. Si tel est bien le cas, on peut y voir un signe que le public, disposant maintenant de sources d'information plus nombreuses, est de plus en plus averti. Dans la mesure où cela se vérifie dans les faits, le déclin de la crédibilité est de bon augure.

VI. LE PERSONNEL DE L'INFORMATION

Pour ses services d'information, la Société cherche en principe des candidats possédant une solide culture générale avec, de préférence, une bonne formation en sciences sociales. Les candidats doivent également posséder un talent pour le journalisme électronique, pouvoir s'adapter facilement au travail d'équipe, faire preuve de souplesse, avoir le goût de la recherche, le sens de la responsabilité, le respect d'autrui. Avant tout elle exige de l'honnêteté intellectuelle et l'impartialité, car si admirables les politiques soient-elles en soi, leur valeur se mesure à l'intégrité et au jugement de ceux qui sont appelés à les appliquer.

Un nombre croissant des nouveaux arrivés possèdent une formation universitaire dans les sciences sociales, les arts ou le droit. Certains ont acquis de l'expérience dans la presse écrite et d'autres se sont rompus à la radiodiffusion, au service des stations privées. Bref, la compétence de nos effectifs de l'information s'améliore sans cesse.

Tout comme dans la presse écrite, le jeune journaliste qui vient à Radio-Canada avec son bagage de connaissances et d'aptitudes apprend son métier de ses collègues plus expérimentés et de ses chefs. La Société est l'école par excellence où se forment ses effectifs de l'information.

Dans la pratique, ce sont les chefs de services d'information qui ont pour mission de former leurs personnels. Cette formation comporte l'initiation aux politiques de la Société en matière d'information et d'affaires publiques, une orientation qui encourage chez le jeune journaliste

le sentiment du devoir envers le public qu'il informe et un stage dans tous les secteurs de l'information. La radiotélévision exige d'eux un effort soutenu d'adaptation aux activités les plus diverses, notamment à la recherche, à la production, au reportage, à l'analyse, au commentaire, à l'animation des émissions, et ainsi de suite.

Radio-Canada n'a pas encore mis sur pied de cours officiels pour son personnel de l'information, bien qu'elle lui offre de nombreuses possibilités de perfectionner son métier. La croissance du personnel qu'entraîne le prolongement des réseaux et la multiplication des domaines où doivent pénétrer les services d'information ont empêché jusqu'à présent la réalisation de certains projets de formation systématique que la Société voudrait lancer.

Radio-Canada encourage son personnel à suivre certains cours offerts par les universités et autres institutions, en prenant à sa charge une proportion des frais d'enseignement ou autres. Certains suivent même des cours à l'étranger. Mais, en dernière analyse, c'est en diversifiant ses tâches et en lui offrant la possibilité de travailler dans différentes régions et dans différents milieux sociaux que la Société contribue le mieux à la formation de son personnel.

Le travail quotidien du journaliste de radiotélévision le met aux prises avec une nuée de communiqués, d'événements et de faits de toutes sortes. Il a du mal à savoir où donner de la tête, où tourner son regard. Emporté lui-même par le tourbillon de l'événement, il est souvent obligé de prendre d'assaut la personne qu'il interroge. Le déroulement trop rapide des événements et la multiplicité des choses qui le réclament, l'obligent à exécuter un travail qu'il trouve trop fragmentaire, trop superficiel et trop

frustrant, un travail d'ailleurs qui en même temps exige le concours d'un nombre croissant de collaborateurs : chercheurs, documentalistes, rédacteurs et autres. Même lorsqu'il se sent suffisamment informé pour traiter de l'actualité qui l'absorbe, il doit encore savoir fournir sur-le-champ une description exacte, porter un jugement objectif et se débrouiller en cas de panne toujours possible des équipements, même les meilleurs.

VII. CONCLUSION

Le présent mémoire a traité de questions qui, de l'avis de la Société, sont de nature à intéresser particulièrement le Comité spécial du Sénat sur les moyens de communication de masse, compte tenu de son mandat.

Il porte sur un bon nombre des aspects que le Comité a d'abord reçu mission d'examiner, sans les épuiser tous. Si nous n'avons pas abordé certains aspects c'est qu'il nous a paru qu'ils ne touchaient Radio-Canada qu'indirectement, ou que nous avons cru plus à propos d'en traiter verbalement devant le Comité.

Certains sujets ne sont qu'effleurés; vouloir les approfondir tous aurait donné à notre mémoire les proportions d'un livre. Néanmoins, nous avons essayé dans chaque cas de mettre en relief les caractéristiques marquantes de la situation vue dans notre optique et à la lumière de notre expérience.

Alors que nous achevions la rédaction du présent mémoire, nous avons reçu du Comité une longue liste de questions fondées sur ses recherches et les audiences qu'il a tenues jusqu'à maintenant. Comme le Comité s'y attendait les questions nous sont parvenues trop tard pour que nous y répondions dans le présent document. En fait, pour y répondre convenablement, il faudrait rédiger un autre mémoire encore plus long.

